



26 morts et 43 blessés enregistrés

Un Aïd meurtrier sur les routes

Les fêtes religieuses sont aussi synonymes de drames. Chaque année, le terrorisme routier gâche la fête à de nombreuses familles. Pas moins de 26 personnes ont trouvé la mort et 43 autres ont été blessées dans 22 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 72 heures au niveau national.

Page 2

Les 17 et 18 septembre à Tiaret

Organisation de la traditionnelle kheima de la poésie populaire

Page 15



Par Nabil Benali

C'est l'un des défis de la rentrée sociale pour le gouvernement Ouyahia : des arbitrages délicats autour du budget et de la loi de finances 2018 entre l'obligation de concilier l'austérité budgétaire et la forte pression sociale.

La dernière main au plan d'action du gouvernement avant son adoption en Conseil des ministres imposait aussi, ces

Moutons sacrifiés pour l'Aïd El Adha

Encore un scandale de la viande putréfiée

Revoilà le scandale de la viande putréfiée. En dépit des mesures de contrôle prises par l'Etat pour assurer un «Aïd sain», des citoyens ont fait état du «remake» du scénario de l'année dernière.

Page 3



Equipe nationale

Les Verts touchent le fond

Page 18



Budget et loi de finances 2018

Arbitrages compliqués pour Ouyahia

derniers jours, la fixation des grandes lignes du projet de loi de finances 2018. L'Exécutif s'attelle en même temps à renforcer la concertation avec les partenaires sociaux avant d'accoucher des décisions capitales, comme demandé par le chef de l'Etat au jour du changement de gouvernement. Depuis sa nomination, le Premier ministre ne cesse de donner des indices sur ce que sera le budget de la loi de finances de l'année à venir qui s'annonce, elle aussi, très difficile. Ahmed Ouyahia a maintes fois réaffirmé le caractère social de la politique de son gouvernement, indiquant que toutes les entreprises établies en Algérie, «leviers du développement du pays», bénéficieront de facilitations et de soutiens «sans aucune discrimination». C'était lors de la rencontre tripartite ayant réuni à la mi-août le gouvernement, l'Ugta et le Patronat. Celle-ci a permis un échan-

ge «fort et constructif», mais sans déboucher sur des décisions concrètes, tandis que la Tripartite que l'on a dit préparée dans la précipitation a été tout bonnement reporté à une date autre que le 23 septembre prochain. En attendant la prochaine tripartite, des ateliers seront organisés par les représentants des différents secteurs concernés et les partenaires socio-économiques pour approfondir les préparatifs à cette réunion. On ne sait ce qui va en sortir. Mais l'Ugta a donné aussi d'autres indications sur les orientations économiques à venir, lorsque son SG Abdelmadjid Sidi Saïd soutient pleinement cette politique de restrictions. «Le moment est venu de mettre fin graduellement à l'importation», a-t-il soutenu récemment, tout en appelant le gouvernement à «faciliter l'industrialisation du pays».

Page 4

Livres scolaires

Les prix appliqués en 2016 restent en vigueur

Les prix des livres scolaires appliqués en 2016 restent en vigueur pour la rentrée scolaire 2017-2018, a annoncé hier l'Office national des publications scolaires (Onps), précisant que les prix des nouveaux livres de 3^e et 4^e année du cycle primaire et de 2^e et 3^e année du cycle moyen ont baissé par rapport à l'année précédente.

Page 3



26 morts et 43 blessés enregistrés

Un Aïd meurtrier sur les routes

Les fêtes religieuses sont aussi synonymes de drames. Chaque année, le terrorisme routier gâche la fête à de nombreuses familles. Pas moins de 26 personnes ont trouvé la mort et 43 autres ont été blessées dans 22 accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 72 heures au niveau national.



Par Karima Nacer

En dépit des appels à la vigilance des services de sécurité et de la Protection civile, plusieurs drames ont endeuillé des familles algériennes. Selon un bilan de la Protection civile, pas moins de 26 personnes ont trouvé la mort et 43 autres ont été blessées. Le bilan donne le tournis.

Les déplacements des Algériens pour regagner leur maison familiale ou de rendre visite aux proches, ne sont pas sans conséquences fâcheuses. Et les routes restent dangereuses même les jours de fête. A travers les chiffres officiels fournis par les dif-

férents corps de sécurité et la Protection civile, il en ressort que l'hécatombe sur les routes continue avec un rythme effréné.

Ainsi, et malgré le renforcement des contrôles radar, la route a fait plusieurs victimes.

Alors que les accidents de la route mettent fin à une dizaine de vies humaines chaque jour, pour la fête de l'Aïd, l'hécatombe routière fait tripler le nombre de victimes.

La problématique de la sécurité routière est très complexe. Toutes les mesures de sensibilisation au respect du Code de la route, n'empêchent de compter chaque jour des accidents de circulation ayant pour cause princi-

palement le facteur humain, selon le constat des services de sécurité. Le facteur humain est à l'origine de plus de 90% des accidents de la route. L'état des routes et la dégradation de la chaussée sont aussi la cause des accidents. En plus du comportement irresponsable des conducteurs, il y a certains patrons d'«auto-écoles» qui sont très complaisants dans la délivrance du permis. Mais le plus grave demeure le non-respect du Code de la route, notamment l'excès de vitesse.

Sur un autre volet, spécifique également à cette période de fête qui coïncide également avec une chaleur étouffante, les incendies et les baignades, constituent éga-

lement un véritable casse-tête pour les services de la Protection civile durant les périodes de fêtes. Durant les dernières 72 h, les services de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de neuf incendies urbains et divers à Alger, Adrar, Constantine, Tiaret, Ghardaïa, Laghouat, Boumerdès et Sidi Bel Abbès.

Ces incendies ont provoqué notamment, des brûlures à deux personnes à Alger, quatre à Laghouat, tandis qu'une personne a été incommodée par la fumée à Sidi Bel Abbès. Par ailleurs, quatre personnes sont mortes noyées à Alger, Boumerdès, Béjaïa et Tlemcen, ajoute la même source.

K.N.

Durant les deux jours de l'Aïd Al Adha

Des centaines de personnes admises aux urgences

Des centaines de personnes ont été admises aux urgences médico-chirurgicales des différents centres hospitaliers de la capitale durant les deux jours de l'Aïd Al Adha pour des blessures dues à la mauvaise manipulation des objets tranchants intervenant dans le sacrifice et des complications de maladies chroniques, ont déclaré, samedi à l'APS, les responsables de ces structures.

90% des cas admis aux urgences médico-chirurgicales des centres hospitalo-universitaires (CHU) Lamine-Debaghine de Bab El Oued, Mustapha-Bacha et Issad Hassani de Béni Messous durant les deux jours de l'Aïd Al Adha sont liés à des blessures dues à la mauvaise manipulation des objets tranchants (couteau, hache) intervenant dans le sacrifice et à des indigestions, selon les médecins de garde au niveau de ses structures.

Les autres cas admis dans les CHU de la capitale durant l'Aïd sont liés à des complications de maladies chroniques comme le diabète, l'hypertension artérielle et l'asthme.

Les permanences médicales et paramédicales ont été renforcées et la pharmacie centrale a été approvisionnée en prévision de l'Aïd Al Adha, période à laquelle le nombre d'accidents domestiques augmente.

Plusieurs cas de crises d'asthme en été enregistrés et des cas d'hypertension artérielle, de diabète et d'indigestion ont été enregistrés au niveau des mêmes services, a affirmé le médecin Bouzar. N.

Selon M. Abderahmane Mimouna, chef de garde au service des urgences au CHU Mustapha-Bacha, le service a enregistré durant les deux jours de l'Aïd près de 400 patients dont plus de 150 cas liés aux blessures lors des opérations d'abattage et 200 cas dus aux complications des maladies chroniques tels que le diabète et l'hypertension artérielle ainsi que trois cas liés aux accidents de la circulation. A Oran, près de 150 personnes ont été blessées suite à une mauvaise manipulation d'outils tranchants durant la fête de l'Aïd Al Adha, a-t-on appris samedi de source hospita-

lière.

Parmi les blessés, 10 ont nécessité une intervention chirurgicale en raison de la gravité de leur plaie, a précisé à l'APS, le chargé de communication du Centre hospitalo-universitaire d'Oran (Chuo), Kamel Babou.

Au service des urgences médico-chirurgicales (UMC) du Chuo, la plupart des admissions ont été enregistrées le premier jour de l'Aïd (vendredi), avec 105 cas dont neuf évacués au bloc opératoire, a-t-on indiqué de même source.

42 autres personnes ont été prises en charge samedi au niveau du même service, avec un cas ayant nécessité une intervention chirurgicale, a-t-on signalé.

Ces accidents domestiques sont dus à la mauvaise manipulation d'objets coupants (couteau, hache...) utilisés pour les besoins du dépeçage ou de la découpe de la viande.

Les blessures sont localisées, notamment au niveau des mains et des pieds, a fait savoir le chargé de communication du Chuo.

R. Y.

Classement des 100 Africains les plus influents Trois Algériens sélectionnés

Par Rachid Chihab

Africa Youth Awards a dévoilé la liste des 100 jeunes les plus influents d'Afrique pour l'année 2017, parmi lesquels se trouve trois Algériens en l'occurrence la chanteuse Suhaila Ben Laheb, l'international Riyad Mahrez et enfin la chanteuse et actrice Amel Bouchoucha.

L'organisation Africa Youth Awards, basée à Accra, publie annuellement une liste des 100 jeunes Africains les plus influents. L'objectif est de donner un coup de projecteur sur des entrepreneurs, artistes, sportifs, activistes qui ont particulièrement contribué dans le courant de l'année à changer la perception de l'Afrique. Price Akpah, président d'Africa Youth Awards, dirige la société Avance Media. Il est membre du Global Shaper Community du Forum économique mondial et a été distingué par British Council Ghana en tant que Active Citizen en 2016.

Sur une sélection de 100 profils, seulement 20 appartiennent à un pays francophone, avec une surreprésentation d'artistes et de sportifs notoires, ce qui semble témoigner d'une connaissance moins profonde de ces pays. Les Camerounais dominent la sélection francophone avec quatre lauréats, suivis des Marocains (3), Sénégalais (3) et Maliens (2). Le Bénin, la Côte d'Ivoire, la RD Congo et la Tunisie en compte un seul. La Tunisie perd deux places par rapport à l'édition précédente où le pays a eu trois célébrités classées. Cette année, seule Inès Boubakri, une sportive en escrime, médaille de bronze au JO 2016 de Rio a eu la chance de figurer dans ce classement.

Africa Youth Awards est un programme de récompense et de prestige qui a pour objectif principal la valorisation des œuvres des jeunes Africains en Afrique et de la Diaspora. Lancé en 2014, le programme de récompenses a été fait pour combler le manque de reconnaissance pour les jeunes Africains qui consacrent leur vie pour s'assurer que l'avenir de l'Afrique soit optimiste.

R. C.

Moutons sacrifiés pour l'Aïd El Adha

Encore un scandale de la viande putréfiée

Revoilà le scandale de la viande putréfiée. En dépit des mesures de contrôle prises par l'Etat pour assurer un «Aïd sain», des citoyens ont fait état du «remake» du scénario de l'année dernière.



Par Sofiane Aït Mohamed

Selon l'Association de la protection et orientation du consommateur et son environnement (Apoce) des centaines de requêtes sur la putréfaction de la viande au deuxième jour de l'Aïd ont été reçues. Mustapha Zebdi, président de l'Apoce cité par le journal électronique TSA, est catégorique : «Nous avons reçu des centaines de requêtes de la part des citoyens inquiets et qui ne savent plus quoi faire», a-t-il soutenu avant de s'interroger sur le silence des autorités, en premier lieu le ministère de l'Agriculture qui «observe un silence radio et tarde à apporter des éléments de réponses aux interrogations des citoyens». «Le service vétérinaire du minis-

tère de l'Agriculture ne s'est pas prononcé encore, pourtant c'est la vie des citoyens qui est en jeu», déplore M. Zebdi qui note que les wilayas les plus touchées sont, entre autres, Alger, Oran et Constantine. C'est-à-dire que cette viande «douteuse» est partout. A l'Est, au Centre comme à l'Ouest. «L'Apoce est convaincue que la putréfaction de la viande est due essentiellement aux compléments alimentaires utilisés par les éleveurs de bêtes comme l'avait déjà affirmé le ministère de l'Agriculture l'année précédente», dira encore Mustapha Zebdi qui relève que l'Apoce «en tant qu'association, a d'abord un rôle de sensibilisation des citoyens et la réception des requêtes». «Nous demandons de déposer plainte contre x pour

mise en danger de la vie des citoyens», affirme-t-il. Selon M. Zebdi, «la consommation de la viande contaminée peut provoquer l'apparition de diarrhées, des maux d'estomac, des nausées et des vomissements, des infections ou crampes d'estomac. Elle peut même provoquer la mort». L'année dernière, le même phénomène est apparu et après enquêtes, il s'est avéré que les «techniques» d'engraisement aux hormones ont été les principales causes de la putréfaction de la viande qui est impropre à la consommation. Des «maquignons» véreux, dont le seul souci est le gain facile, n'ont pas hésité à mettre en danger la vie des citoyens en injectant, par exemple, des corticoïdes aux bêtes pour les engraisser» et donc gagner en

poils. L'année dernière, les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture ont ouvert une enquête en collaboration avec la Gendarmerie nationale pour connaître les causes de la putréfaction de la viande de moutons sacrifiés à l'occasion de l'Aïd El Adha. Le ministre de l'époque avait même affirmé que la putréfaction ne présentait pas un danger sur la santé du citoyen, expliquant même que la «forte» chaleur a augmenté la putréfaction. Les mesures prises cette année, n'auront, tout compte fait, eu aucun effet sur le terrain, puisque des lieux de vente «anarchique» de moutons ont pullulé. Les services concernés doivent «redoubler de vigilance», mais surtout mettre fin à ces élevages douteux.

S.A.M.

Livres scolaires

Les prix appliqués en 2016 restent en vigueur

Les prix des livres scolaires appliqués en 2016 restent en vigueur pour la rentrée scolaire 2017-2018, a annoncé l'Office national des publications scolaires (Onps), précisant que les prix des nouveaux livres de 3^e et 4^e année du cycle primaire et de 2^e et 3^e année du cycle moyen ont baissé par rapport à l'année précédente.

Les livres de 3^e année primaire sont affichés cette année à 1 650 DA contre 1 770 DA l'année précédente, ceux de la 4^e année primaire à 2 090 DA contre 2 350 DA en 2016, précise encore l'Onps dans un communiqué. Les livres de la 2^e et 3^e année du cycle moyen sont respectivement concédés à 1 778,21 DA contre 2 015 DA en 2016, et à 1 808,43 DA contre 2 385 DA l'année précédente.

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, avait annoncé récemment que 65 millions de livres scolaires au total seront distribués à la prochaine rentrée scolaire 2017-2018.

La première responsable du secteur a fait savoir que la plupart des livres étaient disponibles au niveau des offices régionaux des publications scolaires, ajoutant que certains manuels faisaient l'objet d'une évaluation par la commission de contrôle et de révision afin d'éviter les erreurs relevées l'année dernière.

La ministre a, par ailleurs, annoncé l'organisation par l'Onps d'un Salon du livre scolaire du 5 au 12 septembre à travers le territoire national pour permettre aux parents d'élèves d'acquiescer les manuels, précisant que l'ouverture officielle de cette manifestation se fera à l'Office Riadh El Feth à Alger.

R. N.

Conseil de la nation

Ouverture aujourd'hui de la session 2017-2018

Le Conseil de la nation ouvrira sa session ordinaire pour l'année 2017-2018, aujourd'hui à 11h, indique hier un communiqué du Conseil.

L'ouverture de cette session intervient en application des dispositions de l'article 135 de la Constitution et de l'article 15 de la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) et le Conseil de la nation ainsi que les relations fonctionnelles entre les deux chambres du Parlement et le gouvernement, précise la même source.

Z. M.

Université des Frères Mentouri Constantine 1

Lancement d'un «portail captif» pour accéder à Internet

L'université des Frères Mentouri, Constantine 1 (UFMC 1) a récemment mis en place un «portail captif» permettant l'accès à Internet sur le campus à l'ensemble de ses acteurs, a-t-on appris samedi, auprès des responsables de cet établissement.

Inscrit dans le cadre de la stratégie du développement du numérique dans le domaine de la formation et de la recherche, un réseau (Wifi et filaire) captif a été déployé dans tout le campus universitaire permettant à tout le per-

sonnel et aux étudiants, l'accès aux services de navigation sur Internet tels que la consultation de sites, le Webmail, le téléchargement de fichier a précisé à l'APS, le responsable du service Web et développement de l'UFMC1, Adel Belbekri.

L'accès au réseau se fait de manière simple, a-t-on noté, détaillant que la première requête Web redirige l'utilisateur vers une page lui permettant de s'authentifier grâce à un identifiant et un mot de passe strictement personnels et confidentiels.

Dans ce même cadre, M. Belbekri a fait savoir que la principale nouveauté enregistrée à l'UMFC1, est qu'à l'instar de la procédure d'inscription des nouveaux bacheliers via la plate-forme en ligne «Progres» du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le dépôt des demandes de candidatures pour inscription au master et au doctorat pour l'année universitaire 2017/2018 se fera exclusivement en ligne via le site de l'université.

En plus d'un gain de temps considérable, cette nouvelle pro-

céduce automatisée a permis «l'allégement du dossier à fournir par le nouveau bachelier lors de son inscription définitive», a-t-il assuré.

De son côté, le vice-recteur chargé de la pédagogie, Abdelmalek Bechkheznadij a indiqué que pas moins de 6 855 nouveaux bacheliers sont attendus à l'UFMC1 pour la prochaine rentrée, révélant que le plus grand nombre d'affectations est à mettre au profit de la Faculté des sciences de la technologie, des sciences de la nature et de la vie, de droit et de

langue et lettres arabes.

M. Bechkheznadij a également fait état de l'ouverture, à compter de cette année universitaire, de nouvelles licences professionnelles à même de renforcer et de répondre aux besoins du secteur socio-économique.

Le génie industriel et maintenance, la traction électrique, les procédés et traitement de l'énergie électrique, l'ingénierie automobile et le transport et logistique figurent parmi les nouvelles spécialités proposées, a-t-il précisé.

H. K.

Budget et loi de finances 2018

Arbitrages compliqués pour Ouyahia

C'est l'un des défis de la rentrée sociale pour le gouvernement Ouyahia : des arbitrages délicats autour du budget et de la loi de finances 2018 entre l'obligation de concilier l'austérité budgétaire et la forte pression sociale.



Par Nabil Benali

La dernière main au plan d'action du gouvernement avant son adoption en Conseil des ministres imposait aussi, ces derniers jours, la fixation des grandes lignes du projet de loi de finances 2018. L'Exécutif s'attelle en même temps à renforcer la concertation avec les partenaires sociaux avant d'accoucher des décisions capitales, comme demandé par le chef de l'Etat au jour du changement de gouvernement. Depuis sa nomination, le Premier ministre ne cesse de donner des indices sur ce que sera le budget de la loi de finances de l'année à venir qui s'annonce, elle aussi, très difficile. Ahmed Ouyahia a maintes fois réaffirmé le caractère social de la politique de son gouvernement, indiquant que toutes les entreprises établies en Algérie, «leviers du développement du pays», bénéficieront de facilitations et de soutiens «sans aucune discrimination». C'était lors de la rencontre tripartite ayant réuni à la mi-août le gouvernement, l'Ugta et le Patronat. Celle-ci a permis un échange «fort et constructif», mais sans déboucher sur des décisions concrètes, tandis que la Tripartite que l'on a dit préparée dans la précipitation a été tout bonnement reporté à une date autre que le 23 septembre prochain. En attendant la prochaine tripartite, des ateliers seront organisés par les représentants des différents secteurs concer-

nés et les partenaires socio-économiques pour approfondir les préparatifs à cette réunion. On ne sait ce qui va en sortir. Mais l'Ugta a donné aussi d'autres indications sur les orientations économiques à venir, lorsque son SG Abdelmadjid Sidi Saïd soutient pleinement cette politique de restrictions. «Le moment est venu de mettre fin graduellement à l'importation», a-t-il soutenu récemment, tout en appelant le gouvernement à «faciliter l'industrialisation du pays». Il a plaidé en faveur de la culture du «produire-national» et du «consommer-national», crédo de toujours du Forum des chefs d'entreprises (FCE).

Aujourd'hui, Ahmed Ouyahia, qui avait autrefois pressé l'ancien Premier ministre Abdelmalek Sellal de «dire la vérité aux Algériens», reconnaît «les difficultés financières que traverse le pays», même si «l'Algérie dispose de tous les atouts lui permettant d'envisager son avenir économique avec sérénité», selon un message de Abdelaziz Bouteflika aux différents partenaires sociaux. Pour beaucoup d'observateurs, cette insistance de l'Exécutif à travers ses différentes responsables sur la cohésion et la concertation indique qu'un effort important sera inévitablement demandé à la collectivité. D'ores et déjà, Ahmed Ouyahia, qui a abrogé les fameux décrets Tebboune, se positionne pour une gestion du secteur économique dans le cadre de la loi, mais dans sa sérénité, dans le but

évident de rassurer les opérateurs économiques au sujet de ce qui s'annonçait comme une campagne contre certains patrons bien en vue.

Par ailleurs, le Premier ministre a révélé l'existence d'une «feuille de route» qui lui a été tracée par le Président Bouteflika et en a révélé trois axes essentiels. Le premier consiste à «mobiliser des financements internes non conventionnels», ce qui signifie peut-être avec le lancement nouvel emprunt obligataire. Deuxio, «maintenir le soutien à la croissance dans tous les secteurs, y compris l'industrie, les services et l'agriculture», ce qui impliquera de nouvelles mesures incitatives, sinon l'accélération de la réforme du Code de l'investissement. Enfin, M. Ouyahia a parlé de «préservation et rationalisation de la politique publique de justice sociale et de solidarité nationale», et cela ouvre grand la porte à la deuxième phase de la réforme des subventions qui s'était limitée jusque-là aux prix dans l'énergie et plus précisément les carburants. «L'Algérie a une politique sociale constante fondée sur la justice sociale et la solidarité nationale», et «cette politique sociale sera maintenue» martèle M. Ouyahia depuis des jours avec la volonté de rassurer le monde du travail. En juin, lors d'une session ordinaire du Conseil national du RND, Ahmed Ouyahia avait appelé à «le système d'aide et de subvention en ciblant les catégories les plus défavorisées dans le cadre

de la politique sociale de l'Etat». Il n'y a pas de contradiction, mais à l'heure des décisions et dans le cadre d'une loi de finances 2018 qui mettra en œuvre des coupes budgétaires dans les subventions, Ahmed Ouyahia est obligé d'emprunter un ton moins catégorique et forcément plus doux. Le Premier ministre n'a jamais caché son opinion vis-à-vis de la crise financière, puisqu'il a toujours été convaincu que le remède à la chute des prix du pétrole est d'accélérer les réformes économiques, dont certaines sont devenues nécessaires, telles que la privatisation d'un nombre d'entreprises publiques dont la situation financière se détériore en raison des problèmes liés au plan de charge et à la gestion, surtout certains hôtels et minoteries que Ahmed Ouyahia préfère céder à «des acquéreurs locaux».

S'agissant de la fiscalité, le SG du RND est favorable à une nouvelle réforme, tout comme il est pour la décentralisation de la prise de décision dans le domaine de l'investissement, avec peut-être de plus grands pouvoirs aux antennes locales de l'Andi. En tout état de cause, le gouvernement prendra des mesures fortes, d'autant que Ouyahia s'est déjà dit convaincu qu'on ne reverra pas un pétrole à 100 dollars «avant 15 ou 20 ans». Ce qui pose, par ailleurs, la question du prix de référence sur lequel sera assis le budget 2018. L'exercice en cours a pris pour référence un

baril à 50 dollars. Ce n'est pas loin du prix moyen observé tout au long de l'année et cela, grâce à l'accord d'Alger entériné par les membres de l'Opep et les non Opep en septembre dernier. Mais il sera très difficile de revoir le même scénario durant l'année à venir. La discipline Opep enregistre une bonne tenue, mais des membres comme la Libye et l'Iran continuent de fausser les calculs, alors que les producteurs américains reviennent à la charge avec la relance de la production du pétrole non conventionnel et maintiennent à haut niveau le surplus d'offre que l'Opep fait tout pour éponger.

En tout cas, Ahmed Ouyahia, que l'on accredité déjà d'une volonté de «serrer la ceinture» préfère, tout comme Abdelaziz Bouteflika une politique ultra austère plutôt que l'endettement. Le SG du RND avait, rappelle-t-on, averti que «si on ne se remet pas debout sur le plan économique, on risque de se retrouver en 2024-2025 chez le FMI et ce sera la tronçonneuse». Notre confrère *Al Khabar*, peu avant le limogeage de Abdelmadjid Tebboune a avait révélé l'existence d'une circulaire émanant du ministère des Finances demandant aux autres administrations et départements ministériels de réduire leurs préentions budgétaires pour l'année prochaine. Rien n'indique que Ahmed Ouyahia compte faire annuler cette circulaire, car la situation budgétaire est la même avant et après Tebboune. De son côté, le journal électronique Tout sur l'Algérie pense que «le projet de loi de finances pour 2018 va sévèrement encadrer les dépenses de l'Etat», en se basant sur le même document et en expliquant qu'il y aura une baisse de 6 887 milliards de dinars dans les dépenses publiques en 2018 par rapport à 2017. Pour sa part, Mustapha Mekidèche, vice-président du Cnes, avait estimé que le projet de la loi de finances de 2018 devrait opter pour de nouveaux «arbitrages budgétaires» afin de permettre au pays de disposer des ressources nécessaires à son développement et de mieux contenir les importations. Selon plusieurs sources, le gouvernement Tebboune avait déjà entamé l'élaboration de l'avant-projet de la loi de finances 2018, en cherchant à pallier à la baisse des ressources fiscales pétrolières. C'est ainsi que devait être augmentée la taxe sur les produits pétroliers (gasoil, essence et sans plomb), à hauteur de 3 DA le litre. Aussi, les ménages et les entreprises devaient être ciblés par des taxes locales visant à renforcer la lutte contre la pollution provenant des déchets ménagers et industriels. En revanche, aucun changement n'était prévu au niveau de la TVA. **N. B.**

Toutes les conditions sont réunies

Faire de la culture de la figue de barbarie une filière agricole à part entière

Le président de l'Association nationale pour le développement du cactus, Mohamed Mohamedi, a estimé, samedi à Souk Ahras, que «toutes les conditions étaient à présent réunies pour faire de la plantation de la figue de barbarie une filière agricole à part entière».



M. Mohamedi a indiqué à l'APS, que «tous les critères sont à présent réunis pour faire de la culture de l'opuntia une filière agricole à part entière telle que la filière du lait ou céréalière» et ce, a-t-il argumenté, «grâce aux 50 000 ha consacrés à la culture de ce fruit à travers le territoire national, mais également la présence d'un nombre important d'opérateurs versés dans les activités de transformation et d'exporta-

tion de ce fruit».

Le président de cette association, fondée en 2015 a souligné l'importance économique de la figue de barbarie pour en faire une filière autonome, indiquant qu'une telle démarche permettra à la culture de ce fruit «de bénéficier de nombreux programmes de développement, mais également de faire l'objet de formations et de campagnes de vulgarisation, en plus de la création de richesse et postes d'emploi».

Preuve de cette volonté d'inciter les agriculteurs à revaloriser le patrimoine du figuier de barbarie, l'Association nationale pour le développement du cactus a, en partenariat avec le Haut commissariat pour le développement de la steppe (HcDs), organisé les 24 et 25 août à Tébessa, la première Fête nationale de la figue de barbarie.

A l'issue de cette manifestation de deux jours, des agriculteurs, des producteurs, des représen-

tants de l'Institut régional de vulgarisation agricole de Constantine, des universités de Annaba, Béjaïa et Tlemcen, ont recommandé la création d'une dynamique économique et un espace d'échange d'expériences entre les producteurs et les transformateurs.

Ils ont également appelé à la nécessité de faire connaître les technologies de transformation d'exploitation de ce fruit dans la production d'aliments pour le bétail ou bien pour son utilisation dans le domaine alimentaire, pharmaceutique et cosmétique.

M. Mohamedi a, par ailleurs, indiqué que son association se fixe pour objectifs de «travailler avec les instances concernées pour élaborer un programme national de plantation et de le mettre en oeuvre afin de lutter contre la désertification», mais aussi «d'identifier en coordination avec la tutelle l'ensemble des variétés qui existent en Algérie» et «d'impliquer l'université et les gens d'expérience dans la concrétisation des travaux recherche sur le terrain».

L'association oeuvre également à encourager toutes les initiatives versant dans la production, la collecte, la transformation et le marketing de figue de barbarie, à l'image de l'initiative de l'unité Topaltec Algérie qui active dans

la zone d'activité de la commune de Sidi Fredj à Souk Ahras, spécialisée dans l'huile de figue de barbarie.

Cette unité, inscrite dans le cadre de la politique du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour promouvoir les produits de terroir, permettra aux agriculteurs d'améliorer leur niveau de vie et de faire de la culture de la figue de barbarie, une culture alternative dans les zones arides et semi-arides.

Selon M. Mohamedi, la wilaya de Souk Ahras est considérée comme une des principales wilayas dans la production de l'opuntia avec 10 000 ha dédiés à ce fruit, dont 4 200 ha dans la commune de Sidi Fredj. Il a également souligné qu'un hectare produit entre 120 et 200 quintaux dans les champs à système d'irrigation, ajoutant que la culture de ce fruit permet de faire émerger une nouvelle activité économique dans les communes frontalières génératrice d'emplois et garante du développement durable.

Y. B.

Brexit

Londres regrette les "pressions" de Bruxelles

Le ministre britannique chargé du Brexit, David Davis, a regretté dimanche les "pressions" exercées par Bruxelles sur Londres pour régler la question financière du divorce et mis en avant les progrès réalisés par ailleurs dans les négociations.

Le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, "s'inquiète de ne pas recevoir de réponse sur la question de l'argent", a souligné le ministre, invité de l'émission politique dominicale de la BBC. "Mais je ne vais pas laisser cette pression sur les délais nous forcer à faire quoi que ce soit". Il avait estimé être "loin de constater des progrès suffisants pour pouvoir recommander au Conseil européen (les dirigeants des

27, ndr) d'engager des discussions sur la future relation entre le Royaume-Uni" et l'UE, ce que Londres souhaite pourtant entamer au plus vite. Le solde que devra verser le Royaume-Uni pour honorer ses engagements financiers au sein de l'UE est officiellement évalué côté européen entre 60 et 100 milliards d'euros, mais ce montant est contesté par le Royaume-Uni. "Ce qu'on dit, c'est qu'on nous a donné une énorme facture que nous allons vérifier ligne par ligne", a indiqué David Davis en ajoutant que ce règlement financier n'est pas une obligation légale" comme estimé par l'UE. Il a également souligné que le Royaume-Uni "est un pays qui honore ses obligations internationales qui, si elles ne sont pas

d'ordre légal, peuvent aussi être politiques ou morales".

En outre, le ministre britannique s'est opposé à la déclaration de Michel Barnier, qui avait affirmé jeudi qu'"aucun progrès décisif" n'avait été réalisé au cours des négociations tenues dans la semaine.

Le ministre a notamment mis en avant les avancées obtenues sur les affaires relatives à la santé et à la sécurité sociale. Face à ces questions "incroyablement importantes", il a regretté que les négociateurs européens "ne parlent pas du futur: ils ne parlent que de la procédure de divorce".

R. K.

Président chinois

La coopération économique des Brics doit avoir plus de substance

Le président chinois, Xi Jinping, a déclaré hier que les pays des Brics devaient travailler pour que leur coopération économique ait plus de substance.

«La coopération économique est le fondement du mécanisme des Brics», a indiqué M. Xi lors de la cérémonie d'ouverture du Forum commercial des Brics tenu à Xiamen, dans le sud-est de la Chine.

Cette année, les pays des Brics ont réalisé des progrès dans les activités de la Nouvelle banque de développement et du fonds de réserve monétaire d'ur-

gence (Contingent Reserves Arrangement), dans l'e-commerce, la facilitation du commerce et des investissements, le commerce des services, l'émission des obligations en monnaie locale, l'innovation scientifique et technologique, la coopération industrielle et le partenariat public-privé, a précisé le président chinois.

Les pays des Brics doivent mettre en application les accords et les consensus déjà obtenus tout en explorant les nouveaux moyens et les nouveaux domaines de la coopération concrète.

Les Brics regroupent cinq pays

émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Le cadre de coopération a été établi en 2006.

Les économies des Brics sont confrontées aux défis dus à la réduction de la demande mondiale et à l'augmentation des risques financiers, a souligné M. Xi.

Pour passer cette étape, les économies des Brics doivent poursuivre le développement axé sur l'innovation, qui est promu par la fabrication intelligente, le modèle Internet Plus, l'économie numérique et l'économie du partage, a-t-il indiqué.

Les pays des Brics doivent améliorer la coordination de la politique macroéconomique, mettre en synergie les stratégies de développement, tirer profit de leurs forces dans la structure industrielle et de leurs ressources et créer des chaînes de valeur et un grand marché pour les intérêts partagés en vue de réaliser un développement interconnecté, a-t-il déclaré. «Nous devons ouvrir une nouvelle voie susceptible d'aider aussi les autres marchés émergents et pays en développement à saisir les opportunités et relever les défis», a-t-il ajouté.

G. K.

Australie Une banque soupçonnée de violation des lois sur le financement du terrorisme

■ La Commonwealth Bank, la plus importante banque australienne, est soupçonnée de violations des lois relatives au financement du terrorisme et de mauvaise surveillance de ses transactions internationales, selon un rapport interne révélé par la presse. «Les procédures de surveillance dans la branche qui s'occupe des clients à l'international étaient inexistantes ou minimales sur près de deux tiers de son activité», indique un rapport interne révélé par Sky News Australia.

La plus grande banque australienne, déjà assignée par les services compétents devant la Cour fédérale, est accusée d'avoir contrevenu 53 700 fois aux lois relatives au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme.

Dans sa réaction à ce rapport présenté à la direction de la banque au mois de février, la banque a expliqué qu'il était un «document de travail» qui comprend des propositions visant à améliorer ses procédures, notamment l'automatisation de tâches jusqu'à présent manuelles.

H. E.

Venezuela

La sortie de l'opposante Tintori pour une tournée en Europe bloquée

Une opposante vénézuélienne, Lilian Tintori, a annoncé samedi que son passeport lui avait été confisqué alors qu'elle devait se rendre en Europe avec le chef du Parlement vénézuélien, entraînant des protestations dans plusieurs capitales.



« Il m'est interdit de quitter le pays. La dictature tente d'empêcher que nous fassions une importante tournée internationale », a écrit sur Twitter Lilian Tintori, épouse de l'opposant historique Leopoldo Lopez, qui se présente comme une militante des droits de l'homme.

Peu auparavant, Julio Borges, chef du Parlement vénézuélien, seule institution contrôlée par l'opposition au président socialiste Nicolas Maduro, a annoncé qu'il allait rencontrer « dans les prochains jours » le président français Emmanuel Macron et les chefs des gouvernements allemand, espagnol et britannique, Angela Merkel, Mariano Rajoy et Theresa May.

« Au cours des prochains jours, nous allons rencontrer Macron, Merkel, Rajoy et la Première ministre britannique Theresa May », a écrit M. Borges sur son compte Twitter, sans donner plus de détails.

Tournée maintenue

Au cours d'une conférence de presse, Mme Tintori a déclaré qu'elle ne savait pas si M. Borges avait quitté le Venezuela, mais elle a assuré que la tournée prévue était

maintenue.

L'agenda officiel de M. Rajoy, consulté par l'AFP, annonce bien une rencontre mardi avec le chef du Parlement vénézuélien, en compagnie de Mme Tintori. Les rencontres évoquées dans d'autres capitales n'étaient pas confirmées immédiatement.

Le président Macron a réagi dans la soirée sur Twitter. « Nous attendons Lilian Tintori en Europe. L'opposition vénézuélienne doit rester libre », a-t-il écrit.

« L'interdiction de sortie infligée à Lilian Tintori est lamentable. On peut enfermer les personnes, mais pas les idéaux. Liberté pour le Venezuela », a déclaré M. Rajoy, également sur Twitter.

Le ministère espagnol des Affaires étrangères a condamné « cette nouvelle violation des droits de l'homme au Venezuela qui ne contribue pas à régler de manière pacifique et démocratique la crise dans ce pays ».

La Grande-Bretagne a elle aussi déploré la mesure prise contre Lilian Tintori. Dans un communiqué, elle a exhorté « toutes les parties au Venezuela à se réunir pour négocier des actions concrètes afin de mettre le pays sur

le chemin du respect des droits de l'homme ».

- 'Extrême droite européenne' - Caracas a répliqué avec force au soutien apporté à Mme Tintori par MM. Macron et Rajoy.

« Nous rejetons le comportement du président de la France, Emmanuel Macron, qui suit le scénario de l'extrême droite européenne contre le Venezuela », a déclaré sur Twitter le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

Le ministre a aussi condamné « l'ingérence » de Rajoy, « qui profère des attaques contre la démocratie vénézuélienne et ses institutions ». Le chef de la diplomatie vénézuélienne a en outre accusé MM. Macron et Rajoy de soutenir quelqu'un qui a commis « de graves délits de corruption ».

Mme Tintori est accusée de corruption par les autorités vénézuéliennes depuis la découverte fin août dans une voiture lui appartenant d'une forte somme d'argent en liquide. Elle nie toute action illégale.

« Dans notre pays, toute organisation politique doit rendre des comptes sur l'origine de ses fonds. Il n'y a pas de partis ou de personnalités intouchables », a déclaré M.

Arreaza.

L'opposante a déclaré, photo à l'appui, qu'elle s'était rendue à l'aéroport de Caracas en compagnie des ambassadeurs d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie afin qu'ils constatent qu'elle était empêchée de quitter le territoire.

Le ministère espagnol des Affaires étrangères a confirmé la présence de son ambassadeur au côté de Mme Tintori, ainsi que celle d'autres diplomates de l'Union européenne.

Régime dictatorial

Dans un communiqué diffusé à Madrid, Mme Tintori assure qu'elle devait rencontrer des dirigeants de France, d'Espagne, d'Allemagne et du Royaume-Uni. Elle promet que « cette nouvelle intimidation » imposée par « un régime dictatorial » ne fera pas taire les opposants au président Maduro.

L'un des principaux dirigeants de l'opposition, Henrique Capriles, auquel le gouvernement a également supprimé son passeport, a déclaré qu'interdire à Mme Tintori de quitter le Venezuela était un délit et n'avait « aucune justification ».

M. Macron a qualifié mardi de « dictature » le régime du Venezuela, pays plongé depuis des mois dans une profonde crise économique, politique et institutionnelle. L'Allemagne a dénoncé comme non démocratique l'élection d'une Assemblée constituante fin juillet. L'Espagne et le Royaume-Uni ont eux aussi critiqué la mise en place de cette Constituante, comme l'ont fait une dizaine de pays latino-américains, les Etats-Unis et l'Union européenne.

L'Assemblée constituante, dont les membres sont issus du chavisme, le courant politique au pouvoir, s'est emparée des pouvoirs législatifs de l'Assemblée nationale, contrôlée par l'opposition depuis la fin de 2015.

Nicolas Maduro, très impopulaire selon les sondages, est confronté à des manifestations régulières de l'opposition qui réclame sa démission. Près de 130 personnes ont été tuées en quatre mois de manifestations contre le gouvernement. **AFP**

En pleine tension avec la Chine et le Pakistan

L'Inde nomme sa première femme ministre de la Défense

Le Premier ministre indien, Narendra Modi, a nommé hier une femme à la tête du ministère de la Défense, une première pour ce poste clé alors que les tensions continuent avec la Chine et le Pakistan.

Nirmala Sitharaman va ainsi reprendre la charge de la Défense qui était assurée depuis des mois par Arun Jaitley en plus de son poste à la tête du ministère des Finances, alors que l'Inde se débat dans une impasse avec la Chine à propos d'un plateau de l'Himalaya et que les tensions sont particulièrement vives au Cachemire, un territoire partagé avec le Pakistan.

Mme Sitharaman était jusqu'à présent secré-

taire d'Etat au commerce. Le gouvernement indien compte maintenant six femmes, dont Sushma Swaraj aux Affaires étrangères.

« Vous vous rendez compte, le comité de sécurité du gouvernement (qui ne compte que quatre ministres, Ndlr) compte maintenant deux femmes, et celles-ci vont décider à part égale avec les hommes des questions de sécurité du pays », s'est exclamée Mme Sitharaman à la chaîne de télévision indienne News18.

« C'est un message formidable pour tous les pays qui prennent l'Inde pour modèle et pour tous ceux qui observent l'Inde en se demandant : « Qu'est-ce qui arrive aux femmes en Inde ? », a-t-elle ajouté.

Dans les années 1970 et 1980, Indira Gandhi, qui était alors Premier ministre, avait également par deux fois assumé brièvement le poste de ministre de la Défense. Elle a été assassinée en 1984.

Le remaniement, de dimanche qui concernait aussi une douzaine d'autres postes moins importants de ministres ou secrétaires d'Etat, est vu comme une préparation aux élections générales de 2019, pour lesquelles le parti au pouvoir est pour l'instant grand favori.

Outre le gouvernement central, le parti de M. Modi dirige également 18 des 29 Etats indiens, seul ou en coalition avec des partis régionaux. **AFP**

Russie

Evacuation du consulat de San Francisco et deux annexes

La Russie a évacué samedi son consulat de San Francisco et deux missions commerciales à Washington et New York sur ordre des Etats-Unis, dans le cadre de la crise diplomatique entre les deux puissances.

Le personnel du consulat, un bâtiment de six étages, a transféré du mobilier et du matériel dans des fourgonnettes avant de quitter les lieux.

Une fumée noire s'était élevée la veille d'une des cheminées de l'immeuble, alors que San Francisco connaissait une de ses journées les plus chaudes, ce qui a laissé supposer aux observateurs que les Russes brûlaient des documents sensibles.

Le département d'Etat a constaté que le gouvernement russe avait obéi à ses instructions, ajoutant qu'aucun diplomate n'avait été expulsé en conséquence de cette fermeture ordonnée il y a deux jours par l'administration Trump, en riposte à des mesures de rétorsion prises par Moscou.

La Russie a ordonné fin juillet aux Américains de réduire les effectifs de leur personnel diplomatique et technique de plus de moitié sur son sol, à savoir 455 personnes, en représailles à des mesures similaires prises par les Américains en décembre dernier.

L'administration de Barack Obama avait expulsé 35 diplomates russes et fermé deux centres russes en réaction au piratage informatique ayant visé le Parti démocrate pendant la campagne électorale de 2016, Washington accusant la Russie d'être à l'origine de ce piratage, ce que Moscou a toujours démenti.

Le président Vladimir Poutine n'avait pas ordonné de mesures de rétorsion à l'époque, disant attendre de voir ce que ferait la nouvelle administration de Donald Trump, investi le 20 janvier. Le vote de nouvelles sanctions contre la Russie par le Sénat américain le 27 juillet a finalement décidé Moscou à agir. **Reuters**

ANSEJ de Ouargla

Entrée en activité de 45 micro-entreprises

Le nombre de projets financés par l'ANSEJ au profit des diplômés des secteurs de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur a connu, ces dernières années, une progression "notable" dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on relevé.



Quarante-cinq micro-entreprises, montées par le biais du dispositif de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), sont entrées en activité durant le premier semestre de l'année en cours dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris auprès de l'antenne locale de ce dispositif. Générant plus d'une centaine de postes d'emplois, ces entités, dont 13 gérées par des femmes, sont réparties sur divers segments économiques, notamment le bâtiment et tra-

vau publics, l'hydraulique, l'agriculture, l'artisanat, l'industrie et les services, a-t-on précisé. Durant la même période, l'antenne d'Ouargla de l'ANSEJ a fait état d'un total de 12 projets financés au titre des formules dites triangulaires (apport personnel, banque et ANSEJ) et bipartite (apport personnel et ANSEJ), en plus de 13 dossiers validés et 13 autres inscrits, dont trois porteurs de projets universitaires et 10 autres diplômés du secteur de la formation professionnelle. Le nombre de projets finan-

cés par l'ANSEJ au profit des diplômés des secteurs de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur a connu, ces dernières années, une progression "notable" dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on relevé.

Le taux des projets financés en faveur de promoteurs issus du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels est passé de 12% en 2011 à 59% en 2016, alors que celui des promoteurs universitaires est passé de 6% à 33%, sur la même période, a-t-on détaillé.

Concernant la frange féminine, le taux de projets financés par ce dispositif au profit de cette catégorie sociale a enregistré, lui aussi, une hausse "sensible" passant de 9% à 19%, sur la même période.

L'antenne d'Ouargla de l'ANSEJ s'engage à assurer l'accompagnement aux futurs promoteurs dans l'ensemble des démarches entrepreneuriales, en mettant à leur disposition des informations et conseils liés notamment à la gestion d'une entreprise.

R. A.

Batna

Réception prochaine de trois nouveaux hôtels

Trois nouveaux hôtels, actuellement en cours de construction dans la wilaya de Batna seront réceptionnés "avant la fin de l'année en cours", a indiqué samedi le directeur du tourisme et de l'artisanat, Riad Dahmani. Ces investissements de statut privé, implantés au chef lieu de wilaya totalisent 308 lits dont un hôtel de 220 lits a précisé le même responsable détaillant qu'actuellement douze (12) infrastructures hôtelières sont en phase de réalisation et devant consolider les capacités d'accueil de la capitale des Aurès de 1 476 lits supplémentaires.

La wilaya de Batna totalise onze (11) structures hôtelières opérationnelles dont six (6) au chef lieu de wilaya proposant 798 lits, a-t-on noté soulignant que l'entrée en exploitation des projets hôteliers en cours de réalisation palliera au déficit en matières de capacité d'accueil dans la capitale des Aurès.

R. N.

Saïda

Des détenus bénéficient d'une qualification professionnelle

Au total 327 détenus ont bénéficié d'une qualification professionnelle à Saïda durant la période allant de 2016 au 1er trimestre de l'année en cours, a-t-on appris du directeur de la Chambre d'artisanat et des métiers. Ce programme a été mis en oeuvre au niveau de l'établissement de rééducation de Saïda qui a vu l'organisation de 21 sessions de formation dédiées à différentes filières, a précisé à l'APS Miloud Tahar Djebbar.

Entre autres spécialités dispensées dans ce cadre, la pâtisserie, la couture, la soudure, la boulangerie, la menuiserie et la peinture, a-t-il indiqué.

Un comité de qualification composé de cadres de la Chambre de l'artisanat et des métiers de Saïda a été chargé de l'évaluation des capacités des apprenants, a fait savoir le responsable.

Les cursus, a-t-il signalé, sont sanctionnés par une attestation de qualification permettant aux personnes formées d'exercer une activité professionnelle à l'issue de leur période de détention.

La réinsertion sociale constitue l'objectif majeur de cette opération entrant dans le cadre d'une convention entre le ministère de la Justice et celui du Tourisme et de l'Artisanat, a-t-il rappelé.

T. K.

Mascara

42 spécialités pour la rentrée professionnelle

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels offre, dans la wilaya de Mascara, 42 spécialités au titre de la rentrée professionnelle de la session de septembre prochain, a-t-on appris de la direction du secteur.

Le chef de service suivi des établissements, Lakhdar Boudjelal, a indiqué que les 29 établissements de formation professionnelle répartis à travers la wilaya ont ouvert 42 spécialités en différents modes de forma-

tion au profit de 10.830 stagiaires prévus pour la session de septembre dont 13 spécialités en agriculture qui sont assurés par l'Institut supérieur national de formation de Tighennif. De nouvelles spécialités de formation sont proposées dont celle d'assistante maternelle pour préparer des puéricultrices, de contrôle de la qualité en agroalimentaire demandé par des usines du secteur privé et de traitement phytosanitaire. La wilaya de Mascara dispose de 29 établis-

sements de formation dont 3 instituts nationaux supérieurs, 12 CFPA, 6 annexes et 8 établissements privés agréés par le secteur totalisant une capacité théorique de 5.190 postes dont 640 en secteur privé.

Le secteur de la formation professionnelle a réceptionné, dernièrement, cinq nouveaux établissements, un au nouveau pôle urbain de Mohammadia, un autre à la ZHUN de Oued El Abtal et les autres dans les communes de Oggaz, Tizi et El Bordj.

Tizi-Ouzou

Des trousseaux scolaires au profit des enfants démunis

Un total de 104.600 trousseaux scolaires seront distribués sur les enfants démunis de la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion de la rentrée scolaire 2017-2018, a-t-on appris de la direction locale de l'Action sociale (DAS).

Ces trousseaux, comportant des cartables avec toutes les fournitures scolaires nécessaires

à la scolarité des écoliers selon les paliers, ont déjà été acquis et distribués par la DAS aux 67 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou selon les besoins, a-t-on fait savoir.

Un budget de 97,6 millions de dinars a été mobilisé pour la réussite de cette opération que chapeaute la DAS dont 80 millions débloqués par la wilaya et

17 autres par les APC, a-t-on affirmé de même source.

Le nombre d'élèves démunis concernés par cette action s'élève à 100 036 selon les statistiques fournies à la DAS par la direction locale de l'éducation nationale, a-t-on ajouté, affirmant que les bénéficiaires des trousseaux scolaires seront également concernés par la gratuité des

livres et la prime de 3000 DA.

Les enfants aux besoins spécifiques sont également au programme de cet élan de solidarité, puisque la DAS compte toucher par cette opération 952 élèves dont 441 pris en charge au niveau de six établissements spécialisés de l'Etat et 511 dans des établissements associatifs activant dans la wilaya, a-t-on

appris de même source.

L'objectif de cette action de solidarité est de permettre aux élèves issus de familles défavorisées d'entamer l'année scolaire dans de meilleures conditions et avec toutes les commodités nécessaires au bon déroulement de leur scolarité, indique-t-on.

R. T.



Second jour de l'Aïd El-Adha à Oran

La découpe de la viande et les escapades à la plage et à la forêt

Le second jour de l'Aïd El-Adha à Oran a été caractérisé, essentiellement, samedi, par les longues files d'attente devant les boucheries pour la découpe de la viande, la recherche de l'hypothétique baguette de pain, ainsi que les escapades à la plage ou à la forêt.



Dans tous les quartiers d'Oran, rares sont les boucheries qui sont restées fermées le second jour de l'Aïd. Et pour cause, c'est l'occasion pour ces commerces d'améliorer leurs chiffres d'affaires, sachant que la découpe d'une seule carcasse varie entre 1.500 et 2.500 dinars.

En cette occasion, les bouchers se font aidés par une armada de travailleurs occasionnels, voire par les apprentis, pour satisfaire toutes les sollicitations. En réalité, la découpe des carcasses a commencé dès le premier jour de l'Aïd, après la prière de l'Asr et a repris le second jour, juste après la prière du fadjr.

Il faut dire que ce phénomène a pris de l'ampleur, ces dernières années, jusqu'à devenir incontournable, car les citoyens préfèrent découper la viande de leurs moutons par des professionnels pour éviter les ratages et le gaspillage et pouvoir ainsi remplir les congélateurs avec des morceaux bien proportionnés.

D'habitude, je découpe la carcasse moi-même avec l'aide de mes enfants ou celle de quelques voisins aimables qui veulent bien sacrifier une ou deux heures pour cette opération assez éprouvante physiquement, mais depuis deux ou trois années, je ramène le mouton chez le boucher et j'en ai pour mon argent, indique, Cherif, habitant à Hai El-Yasmine (Bir El-Djir).

Houari, de haï Sabah (même commune), préfère attendre les bouchers ambulants pour la découpe de la viande. L'avantage est que les bouchers ambulants sont plus rapides, moins chers (1.000 DA) et je n'ai pas à faire la chaîne pendant de longues heures du soir ou de la matinée. Je reste chez moi et je suis bien servi, dit-il.

Il y a ceux qui préfèrent effectuer l'opération de découpage de la viande eux-mêmes et chez eux, car quelque soit le résultat de la découpe et même si les morceaux ne sont pas homogènes, l'essentiel est l'ambiance familiale.

D'autre part, l'autre corvée de l'Aïd est celle du pain. Dès les premières heures de la matinée, les chefs de familles, voire les enfants, font le tour des magasins du quartier et même ceux des quartiers limitrophes à la recherche de cette denrée très demandée et tout particulièrement durant l'Aïd El-Adha. Certains reviennent bredouilles, alors que d'autres reviennent les bras chargés de pain qu'ils ont acquis au double, voire au triple de son prix réel. Presque toutes les boulangeries restent fermées durant l'Aïd.

Ils se contentent de céder les premières fournées aux revendeurs et ferment pour le reste de la journée. Quant aux magasins d'alimentation générale, ils ferment boutique juste après avoir liquidé leurs stocks de pain, ce qui fait que la majorité des citoyens ne peuvent s'appro-

visionner en pain, ni le premier jour, ni le second, à l'exception de ceux qui ont déjà constitué, la veille, des stocks dans le congélateur ou ceux qui ont choisi de faire eux-mêmes leur pain, explique, Warda, une mère de famille.

Néanmoins, dans de nombreux quartiers de la ville, la situation s'est un peu améliorée le second jour de l'Aïd, en milieu de journée, car de nombreux magasins ont repris leur activité et le pain a fait sa réapparition, quoique une certaine tension est restée, de nombreux ménages n'ont pas pu s'en fournir. Après l'effort, le réconfort, le samedi après-midi a été consacré par de nombreuses familles aux escapades à la plage pour certains et aux barbecues dans les forêts pour d'autres.

En effet, dès midi, voire avant, les plages de la corniche oranaise ont été prises d'assaut. Des couffins pleins à craquer, ces estivants de l'Aïd El-Adha se sont laissés aller aux plaisirs de la mer et de la gastronomie.

De nombreuses autres familles ont préféré les forêts de M'sila, près de Misserghine, et de Madagh (ouest), ou la forêt de Djebel El-Qahr (ex-montagne des lions), à l'est d'Oran. Air pur et barbecue étaient les maîtres mots de ces familles, même si une grande partie de la viande découpée chez le boucher y est passée.

R. L.

Le barbecue en bord de mer

Une tradition ancrée chez les Oranais

■ Les plages oranaises, notamment celles de Ain Turck, connaissent comme d'habitude un mouvement particulier au cours du deuxième jour de l'Aïd El Adha avec de nombreuses familles qui se succèdent pour faire leur premier barbecue en bord de mer.

À la plage Corales, les familles ont commencé à arriver dès la matinée, équipées de tout le matériel nécessaire pour un barbecue en pleine nature, et à onze heures déjà l'odeur des grillades commence à chatouiller les narines.

Mokhtaria, mère de quatre enfants, a tout préparé à la maison. À sa table ornée de salades, de sauces et de boissons, il ne manque que les brochettes de viandes, que son mari s'affaire à tourner sur un petit barbecue métallique, d'où se dégage une épaisse fumée blanche. Après l'effort le réconfort, s'est-elle réjouie, racontant la longue journée de la veille et toutes les tâches qui incombent à toute mère de famille.

Venir à la plage pour faire le fameux barbecue du deuxième jour de l'Aïd est une occasion qu'elle ne manque jamais depuis longtemps. Native de Ain Turck, cette sortie est une tradition qui a toujours existé dans sa famille. Venir ici à cette plage même me rappelle tellement de souvenirs, dit-elle sur un ton nostalgique.

C'est mon défunt père, qui s'occupait du barbecue. Mais lui, il allumait un vrai feu, avec du bois qu'il ramassait dans la forêt des jours à l'avance, ajoutait-elle. Mokhtaria regrette les jours d'avant qui avait plus de goût, plus de saveur, justement parce que tout se préparait à l'avance, avec cette ambiance pré-fête si particulière.

Cette quarantenaire penche à penser que les fêtes sont plus fades, moins animées, et la journée barbecue est pour elle, la seule manière de retrouver un peu, des sensations que lui procurer la fête de Aid El Adha dans son enfance.

Nadir, jeune marié, vient également pour perpétuer une tradition familiale. La proximité de son domicile de la plage rend les choses encore plus simples, avec sa mère, son père, son oncle, des cousins et cousines, il a tenu à faire découvrir ce petit rituel à sa femme, elle qui avait souhaité rendre visite à ses parents à Alger.

L'ambiance ici en bord de mer et si particulière, en plus on retrouve souvent les voisins, et certains amis, ce qui nous offre une excellente occasion pour passer des moments pleins de convivialité et de partage, dit-il ajoutant que c'est aussi une occasion pour Lila d'enrichir sa vie sociale, elle qui ne vit à Oran que depuis quelques mois.

Les familles ne sont pas les seules à choisir la plage, des groupes d'amis, des jeunes et moins jeunes pour la grande majorité, sont également nombreux à la plage Les dunes. Certains viennent pour la deuxième fois, ayant fait des barbecues, le premier jour même.

C'est ici que j'ai grillé ma part de Malfouf (foi enroulé dans de la graisse), affirmé Nacer, 25 ans, qui préfère faire son barbecue à la plage plutôt qu'au balcon de l'appartement familial. Le beau temps lors de ces deux jours de l'Aïd El Adha offre par ailleurs une occasion pour profiter encore un peu de la mer et de ses plaisirs avant la rentrée sociale et la reprise de la vie active. Certains se laissent aller à célébrer l'Aïd, et d'autres, se contentent de profiter du soleil, des vagues et de l'air marin.

Y. O.

Appel à manifestation d'intérêt pour la réalisation de 14 piscines

■ Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la réalisation de 14 piscines de proximité sera lancé prochainement à Oran, a-t-on appris des services de la wilaya.

Plusieurs quartiers de la ville d'Oran et ses environs immédiats seront éligibles à ce dispositif (AMI) dont l'investissement sera assuré financièrement par le privé, une fois la sélection des sites, à forte densité de jeunes, a indiqué la même source, rappelant que l'un des objectifs est d'améliorer le cadre de vie des citoyens.

L'importance de telles infrastructures (piscines) consiste aussi à rompre avec cette image de cités dortoirs et améliorer l'environnement ambiant, a-t-on ajouté de même source.

Les sites cibles peuvent accueillir, outre des piscines, d'autres structures annexes dont une cafétéria, restaurant et si besoin est, des aires de loisirs, à l'instar du stade de la Lofa, relevant de la daïra d'Es-Sénia, au demeurant désaffecté, qui a fait l'objet toute récente d'une proposition par la direction de

la jeunesse et sports pour son aménagement en mini complexe sportif dont une piscine semi olympique, des terrains de jeux, une buvette, une salle de fêtes à la faveur d'une visite récente effectuée sur site du wali d'Oran, Mouloud Chérifi.

Le chef de l'exécutif a appelé à une dynamique pour revitaliser les cités d'habitations, au grand bonheur de la jeunesse et de dupliquer, ce genre d'initiatives en encourageant le privé à investir dans ce créneau a-t-on souligné.

G. K.

Birmanie

Des dizaines de milliers de Rohingyas fuient les combats

Quelque 60 000 personnes, principalement des Rohingyas, ont rejoint le Bangladesh, fuyant les combats dans le nord-ouest de la Birmanie, où au moins 250 000 personnes sont privées d'aide alimentaire en raison des affrontements entre l'armée et la rébellion rohingya.



Les violences ont commencé avec l'attaque il y a huit jours d'une trentaine de postes de police par la rébellion naissante de l'Arakan Rohingya Salvation Army (ARSA), qui dit vouloir défendre les droits de la minorité musulmane rohingya. Depuis, l'armée birmane a lancé une vaste opération dans cette région très pauvre et reculée, poussant des dizaines de milliers de personnes sur les routes, au risque d'une crise humanitaire.

Depuis le 25 août, le nombre de personnes réfugiées au Bangladesh voisin «est de 58 600 selon les différentes agences humanitaires, et va continuer à augmenter», a déclaré samedi à l'AFP, la porte-parole du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), Vivian Tan. La veille, l'ONU avait fait état de 38 000 réfugiés arrivés au Bangladesh en l'espace d'une semaine, au cours de laquelle les combats ont fait plus de 400 morts.

Des dizaines de milliers d'autres personnes, quasiment

toutes Rohingyas, sont bloquées à la frontière, le Bangladesh disant ne pouvoir en accueillir davantage. Et 12 000 civils bouddhistes de l'ethnie Rakhine ont également été déplacés, d'après Echo, la branche de l'Union européenne chargée de l'humanitaire.

Pour ceux qui sont restés en Birmanie, la situation humanitaire est tendue: les distributions du Programme alimentaire mondial (PAM) ont été suspendues en raison des combats.

«Toutes les opérations d'aide alimentaire en Etat Rakhine ont été suspendues depuis le début des attaques, ce qui affecte 250 000 déplacés et autres populations vulnérables», a expliqué samedi à l'AFP, Pierre Peron, porte-parole du bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires.

Dans cette région, quelque 120 000 Rohingyas vivent dans des camps à Sittwe depuis des violences interprofessionnelles en 2012. Ils n'ont pas accès au marché du travail et leurs déplacements sont limités, ce qui les

rend dépendants de l'aide alimentaire. «Les accès humanitaires au nord de l'Etat Rakhine restent coupés et la campagne contre l'ONU et les ONG se poursuit sur les réseaux sociaux», a déploré Echo.

Eviter une catastrophe

Le gouvernement birman, dirigé de facto par l'ex-dissidente Aung San Suu Kyi, soupçonne les organisations humanitaires de parti pris pro-Rohingya et a affirmé que des rations avaient été retrouvées dans des camps de rebelles.

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé vendredi «à la retenue et au calme pour éviter une catastrophe humanitaire».

Samedi, le gouvernement birman a toutefois indiqué sur sa page Facebook que l'armée «poursuivait ses opérations pour restaurer la paix et la stabilité», restant sur une ligne dure.

«Les images satellites laissent craindre un niveau de dévastation dans le nord de l'Etat Rakhine qui pourrait être bien

plus important que ce que l'on pensait au départ», selon Phil Robertson de Human Rights Watch Asie.

L'ONG évoque plusieurs centaines de bâtiments détruits par le feu.

Une commission internationale dirigée par l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a récemment appelé la Birmanie à donner plus de droits à sa minorité rohingya, qui compte environ un million de personnes, faute de quoi elle risque de «se radicaliser».

Aung San Suu Kyi, lauréate du prix Nobel de la paix, a accusé lundi les «terroristes» rohingyas, qui mènent ces attaques meurtrières dans l'ouest du pays, d'utiliser des enfants soldats et de mettre le feu à des villages.

Malgré des décennies de restrictions et de persécutions en Birmanie, où cette minorité musulmane d'un million de personnes est marginalisée et considérée comme étrangère, les Rohingyas n'avaient jusqu'à présent presque jamais recouru à la lutte armée. **AFP**

Syrie

Plus de 150 morts dans de violents affrontements

De violents affrontements entre forces gouvernementales et des terroristes Daech, dans la ville d'Ouqayribat, une petite ville de la province de Hama dans le centre de la Syrie ont fait plus de 150 morts en 24 h, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Depuis plusieurs jours, les forces gouvernementales affrontent les terroristes à Ouqayribat, une petite ville de la province de Hama. Appuyées par les frappes aériennes syrienne et russe, elles ont réussi dimanche reprendre le contrôle de la ville, qui était le dernier fief stratégique de Daech dans cette province, selon l'Osdh.

Vendredi, les forces gouvernementales avaient repris une première fois le contrôle de Ouqayribat, avant de la perdre le lendemain dans une contre-offensive des terroristes.

«Ces dernières 24 h, 120 éléments de Daech ont été tués dans les combats à Ouqayribat et ses environs, tandis que 35 soldats syriens et des combattants alliés ont péri», a précisé le directeur de l'Osdh, Rami Abdel Rahmane, cité par l'AFP.

Avec la perte de la ville, les terroristes ne contrôlent plus que quelques petits villages alentours, dans l'est de la province de Hama, selon l'Osdh.

Les terroristes contrôlaient Ouqayribat depuis 2014 et l'utilisaient comme base pour «lancer des attaques sur les régions» aux mains du gouvernement dans la province de Hama, notamment une route «cruciale» qui relie la province septentrionale d'Alep au centre et au sud du pays, selon la même source.

Daech est également sous pression à Deir Ezzor (est) - dernière province syrienne qu'il contrôle - avec l'avancée de l'armée syrienne qui, soutenue par la Russie, a lancé en mai une offensive d'envergure pour chasser l'organisation extrémiste d'une région désertique qui s'étend depuis le centre de la Syrie jusqu'aux frontières irakienne et jordanienne. **R. N.**

Irak

Attaque dans une centrale électrique, sept morts

Des hommes armés ont attaqué samedi une centrale électrique au nord de Baghdad, faisant sept morts et 12 blessés, a indiqué un responsable des services de sécurité irakiens.

«A 2h00 du matin (23h00 GMT), trois kamikazes portant des ceintures d'explosifs et armés de grenades se sont infiltrés sur le site de la centrale de Samarra», à une centaine de kilomètres au nord de Baghdad, a rapporté cet officier, sous couvert de l'anonymat. «Ils ont attaqué les employés de la centrale, en tuant sept et en blessant 12, selon un premier bilan», a-t-il ajouté.

Deux des assaillants «ont été abattus et les employés ont été évacués» après l'intervention des forces de sécurité. Cette attaque intervient au premier jour des célébrations de la fête de l'Aïd Al Adha. Elle n'a pas été revendiquée dans l'immédiat, mais elle rappelle le mode opératoire du groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech). **R. I.**

Après une semaine de combats

Le Liban se félicite de la «victoire» contre Daech

Le président libanais et le chef de l'armée se sont félicités mercredi de la «victoire» remportée contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), tout juste chassé des deux côtés de la frontière avec la Syrie. Après une semaine de combats, cette éviction a été rendue possible à la suite d'un accord controversé stipulant l'évacuation des terroristes du secteur frontalier vers leur fief de Deir Ezzor, dans l'est de la Syrie et à la frontière avec l'Irak, selon l'AFP. «Nous annonçons la victoire du Liban contre le terrorisme et je dédie cette victoire à tous les Libanais», a annoncé le président Michel Aoun lors d'un point de presse au palais présidentiel à Baabda, à l'est de Beyrouth. «Les opérations militaires sont terminées, l'armée a remporté la victoire», a indiqué de son côté, le chef de l'armée, Joseph Aoun. Lundi, le Hezbollah libanais, qui com-

battait l'EI du côté syrien de la frontière dans une offensive séparée, avait déjà annoncé que quelques centaines de terroristes avaient été évacués des deux côtés.

Ces terroristes sont partis à bord de bus vers Deir Ezzor (est), seule province syrienne encore sous contrôle de l'EI. Mais près de 48 heures après leur départ, leurs bus étaient encore bloqués aux portes de cette province, rapporte mercredi l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh), sans préciser la cause de ce retard. L'accord a provoqué la colère des Irakiens, le Premier ministre Haider al-Abadi se disant «très inquiet» de la présence «inacceptable» de terroristes à sa frontière. L'accord est également très controversé au Liban, où beaucoup ont exprimé leur indignation de voir les terroristes de l'EI partir à bord de «bus climatisés» alors qu'ils sont soupçonnés d'avoir exécuté huit soldats

libanais kidnappés par l'organisation en 2014.

Les restes présumés de ces soldats ont été retrouvés le weekend dernier dans la zone de combats entre l'armée et l'EI. «J'ai entendu beaucoup demander «pourquoi l'armée n'a pas continué la bataille», mais j'avais des responsabilités à assumer», a affirmé le chef de l'armée libanaise. Il se référait à l'un des objectifs de la bataille, qui était justement de retrouver les restes des soldats. La guerre qui ravage la Syrie voisine a débordé sur le Liban, où l'EI a revendiqué plusieurs attaques meurtrières, combattu l'armée et le mouvement

Hezbollah et pris pied en 2014 dans les régions montagneuses de l'est. Son éviction du Liban est une des dernières défaites en date de l'organisation terroriste, auteur de plusieurs attentats en Europe. **R. N.**



Kenya

Le président tance la justice après l'annulation de sa réélection

Le président kényan Uhuru Kenyatta a vertement critiqué samedi la Cour suprême, au lendemain de l'annulation historique de sa réélection, et exclu tout remaniement en profondeur de la controversée Commission électorale, chargée d'organiser le nouveau scrutin d'ici le 31 octobre.



Les juges de la Cour suprême ont "décidé qu'ils avaient plus de pouvoirs que plus de 15 millions de Kényans qui ont fait la queue pour voter". "Cela ne peut pas durer, et nous nous pencherons sur ce problème, après les élections. Il y a un problème et nous devons le régler", a mis en garde M. Kenyatta, 55 ans, s'adressant à des représentants de son parti réunis au palais présidentiel.

"Je pense que la robe qu'ils portent les conduit à penser qu'ils sont plus intelligents que le reste des Kényans", a-t-il poursuivi.

M. Kenyatta a une nouvelle fois appelé à la paix samedi, mais le bâtonnier de l'Ordre des avocats du Kenya, Isaac Okero, a pour sa part qualifié ces nouvelles déclarations de "menaçantes" et donc "inappropriées".

Le président a par ailleurs exclu tout remaniement en profondeur de la Commission électorale (IEBC), épinglée par la Cour suprême pour sa gestion

des élections et dans laquelle l'opposition a dit avoir perdu toute confiance. "La Cour s'est prononcée, nous l'avons accepté. A présent, que l'IEBC fasse son boulot, qu'elle annonce la date de l'élection, et Raila (Odinga), rendez-vous aux urnes!". Une douce euphorie régnait jusque-là au Kenya depuis l'annulation vendredi de l'élection du 8 août par la Cour suprême, qui a décelé des "irrégularités" dans la transmission des résultats ayant selon elle compromis l'intégrité du scrutin, une première en Afrique.

Dès vendredi après-midi, le "courage" de la Cour suprême a été salué par de nombreux analystes politiques comme un exemple pour un continent traversé de nombreuses crises électorales, et comme preuve de la "maturation" démocratique du pays. Les partisans de l'opposition étaient en liesse, désormais assurés que la justice n'est pas invariablement contre eux, sous le regard de forces de l'ordre

opérant avec retenue.

Un "grand jour" pour le pays, a abondé samedi la presse kényane, d'autant que le président Kenyatta annonçait dans la foulée respecter le jugement et appelait à la paix, malgré un profond désaccord exprimé avec la décision. Le contraste était grand avec les manifestations et émeutes violemment réprimées (au moins 21 morts) qui avaient suivi la proclamation de la victoire de M. Kenyatta avec 54,27% des voix.

Mais les déclarations du président samedi ont donné le ton d'une campagne qui s'annonce de nouveau acrimonieuse et d'une bataille féroce autour de la commission électorale.

Erreurs humaines

Candidat malheureux en 1997, 2007 et 2013, M. Odinga, 72 ans, avait dans un premier temps exclu un recours en justice, avant de s'y résoudre face aux pressions de certains poids

lourds de sa coalition et de la communauté internationale. Il a finalement obtenu gain de cause, et appelé au départ des dirigeants de l'IEBC.

Devant les juges, les avocats de l'opposition ont pointé du doigt des procès-verbaux de bureaux de vote et circonscriptions, les seuls à faire légalement foi, non signés ou ne présentant pas les signes d'authentification prévus par l'IEBC. Cette dernière avait elle reconnu quelques "erreurs humaines commises par inadvertance", mais les considérait comme marginales.

De nombreuses questions restent toutefois en suspens. Le jugement complet de la Cour suprême, censé détailler ce qu'elle reproche à l'IEBC, doit être publié d'ici au 22 septembre. Le président de l'IEBC, Wafula Chebukati, s'était défendu vendredi d'avoir commis la moindre faute, mais il n'était pas parvenu à apaiser les critiques.

"Les institutions chargées de gérer (les élections, NDLR) se sont pathétiquement montrées incapables d'exécuter leur mandat", a tancé samedi le Daily Nation dans son éditorial. "Il est difficile d'imaginer comment (l'IEBC) va conduire les élections durant les 60 prochains jours", le délai prévu par la Constitution.

Le Kenya a une longue histoire d'élections contestées. En 2007-2008, M. Odinga avait rejeté la victoire de Mwai Kibaki et le pays avait plongé dans les pires violences politico-ethniques depuis son indépendance en 1963 (plus de 1.100 morts et 600.000 déplacés).

En 2013, la Cour suprême - alors dans une autre composition - avait été critiquée pour la manière dont elle avait débouté M. Odinga, en usant d'une jurisprudence discutable et en multipliant les arguties procédurales.

A l'approche d'un nouveau scrutin présidentiel qui doit être organisé dans un laps de temps très réduit, le quotidien The Standard concluait samedi: "ce dont le Kenya a le plus besoin en ce moment, c'est d'une élection légale, juste et transparente".

AFP

Nigeria

18 morts dans un raid imputé à Boko Haram

■ Dix-huit personnes ont été tuées vendredi soir dans le nord-est du Nigeria lors d'un raid imputé aux djihadistes de Boko Haram, rapportent des témoins et responsables locaux.

Les assaillants, armés de couteaux, ont attaqué à la faveur de l'obscurité la localité de Banki, située à la frontière avec le Cameroun, à 130 km au sud-est de Maiduguri, capitale de l'Etat de Borno, l'épicentre de l'insurrection lancée il y a neuf ans par la secte islamiste. Banki abrite des milliers d'habitants déplacés par le conflit.

Le bilan de 18 morts a été fourni par le membre d'un groupe d'autodéfense et confirmé par un chef local.

La fréquence des attaques dans le nord-est du Nigeria s'est accrue ces derniers mois, alors que l'armée nigérienne affirme avoir quasiment maté l'insurrection.

Au moins 172 personnes ont été tuées depuis le 1er juin, selon les calculs de Reuters, qui ne tiennent pas compte du raid de vendredi.

Les violences liées à Boko Haram ont fait au moins 20.000 morts et provoqué une grave crise humanitaire.

Reuters

Le choléra fait 14 victimes parmi des populations déplacées

■ Quatorze personnes sont décédées des suites du choléra dans le nord-est du Nigeria, la plupart des victimes se trouvant dans un camp de déplacés ayant fui les violences de Boko Haram, selon un communiqué du ministère de la Santé de l'Etat du Borno.

"Au 1er septembre, 14 décès ont été rapportés", a affirmé le ministère, précisant que "le nombre total de cas suspects de choléra s'élève désormais à 186".

La plupart des cas suspects (179) et des décès (10) concernent les habitants de Muna Garage, un camp de déplacés en périphérie de Maiduguri, la capitale du Borno, principal centre des terroristes de Boko Haram. Les autres victimes proviennent de quartiers voisins.

Des mesures d'assainissement (purification de l'eau, installations de latrines supplémentaires...) et de sensibilisation ont été prises par les autorités sanitaires et les ONG présentes sur place pour prévenir d'éventuels nouveaux cas, selon le communiqué.

La ville de Maiduguri a doublé depuis le début du conflit il y a huit ans, passant à plus de deux millions d'habitants avec l'afflux de déplacés venus de tout l'Etat du Borno après avoir fui les exactions terroristes. Le nombre des victimes de Boko Haram s'élève à plus de 20.000 morts et 2,6 millions de déplacés dans le nord-est, dont beaucoup s'entassent dans des camps, dans des conditions d'insécurité alimentaire et de maladies graves comme le paludisme.

Y. B.

Sept lycéennes tuées dans l'incendie de leur dortoir

Sept lycéennes ont péri et 10 autres ont été blessées samedi dans l'incendie de leur dortoir, dans la capitale kényane Nairobi, a annoncé le ministre de l'Education.

"Nous avons perdu sept élèves dans ce malheureux incident", a déclaré à la presse le ministre Fred Matiangi lors d'une visite samedi matin sur le lieu du drame. "Dix autres ont été emmenées à l'hôpital en raison de leurs blessures".

M. Matiangi, qui est également le ministre de l'Intérieur, a annoncé avoir ouvert une enquête approfondie pour établir les causes du sinistre dans un des dortoirs du lycée Moi,

un établissement renommé qui accueille environ 1.000 adolescentes âgées pour la plupart de 14 à 18 ans, dans le quartier de Kibera à Nairobi. "Nous devons faire toute la lumière sur cet incident (...) La police et d'autres équipes d'enquêteurs ont déjà débuté l'enquête et je peux vous assurer que des mesures strictes en découleront", a déclaré le ministre. Le lycée a été fermé pour les deux prochaines semaines et les élèves, choquées pour nombre d'entre elles, ont été renvoyées dans leurs familles.

Lors du premier semestre 2016, le Kenya avait été confronté à une vague sans précédent d'incendies volontaires d'écoles

publiques: entre juin et juillet 2016, 113 écoles secondaires réparties aux quatre coins du pays avaient ainsi été partiellement détruites par le feu. Quelque 150 élèves avaient alors été arrêtés et inculpés d'incendie criminel, tout comme dix enseignants.

Les causes de cette épidémie d'incendies avaient été difficiles à cerner par les autorités et la presse kényane s'était alors fait l'écho d'un éventail de possibles raisons: représailles d'un "cartel" associé au juteux trafic de sujets d'examen, grogne face à la modification du calendrier scolaire et fronde contre les méthodes perçues comme autoritaires de M. Matiangi.

AFP

Angela Merkel, une sobriété implacable au pouvoir

En lice pour un quatrième mandat de chancelière, et déjà forte d'une longévité record en Europe, Angela Merkel a mené une carrière politique aussi remarquable qu'inattendue, mystifiant ses adversaires avec son humilité apparente toute protestante.

Le candidat social-démocrate Martin Schulz se frottera à cette orfèvre de la dérobade, qui préfère ignorer ses rivaux, pour leur seul face-à-face télévisé avant les législatives du 24 septembre.

«Et pour l'éternité, amen ?», ainsi plaisantait fin mai le quotidien Tageszeitung lors de l'investiture de la dirigeante de 63 ans par son camp conservateur, tant la «chancelière inamovible», qui a vu défiler trois présidents américains, quatre présidents français et trois premiers ministres britanniques, semble épargnée par l'usure du pouvoir.

Surnommée «Mutti» («maman»), moquée pour son style lénifiant, Angela Merkel a «un secret», estimait en 2015 le philosophe Peter Sloterdijk: elle répond comme personne «au désir ardent de normalité» des Allemands, éprouvés par leur histoire tourmentée et circonspects face à l'état du monde.

Vue de l'étranger, elle a pris au fil des crises européennes une dimension croissante, d'abord comme bourreau honni des pays dépensiers, avant de se voir présentée en «leader du monde libre» après l'élection de Donald Trump. Sans pour autant infléchir la ligne du milliardaire sur les enjeux clés, en particulier le climat, lors du G20 qu'elle a accueilli en juillet.



- Place dans l'histoire -

Qui aurait parié, à l'automne 2005, après sa victoire à l'arrachée face au chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, que cette scientifique sans charisme évident, peu au fait des dossiers internationaux, deviendrait incontournable ? Qui aurait misé sur cette austère fille de pasteur élevée en Allemagne de l'Est ? Pas les dirigeants politiques ouest-allemands qui l'ont longtemps sous-estimée.

Douze ans plus tard, elle s'est imposée comme un animal politique singulier, car malgré sa longévité sa place dans l'histoire reste incertaine. Elle a largement tiré parti de la prospérité économique favorisée par les impopulaires

réformes Schröder, mais ses propres efforts pour préparer l'avenir sont discutables.

Outre la sortie du nucléaire décidée au printemps 2011 à la suite de la catastrophe de Fukushima, notamment pour satisfaire l'opinion, l'événement-phare de ses trois mandats est sans doute sa seule vraie prise de risque. En septembre 2015, rompant avec sa prudence légendaire, Angela Dorothea Merkel, née Kasner, décide, à rebours du reste de l'Europe, d'ouvrir son pays à 900.000 demandeurs d'asile. Sa popularité plonge, les populistes gagnent du terrain. Elle reprend la main en adoptant une série de mesures et en négociant un accord

avec la Turquie pour réduire considérablement les arrivées de réfugiés en Europe.

En Allemagne, il lui faut cependant toujours gérer dans la durée la difficile intégration de ces migrants. En Europe, particulièrement à l'Est il lui faut composer avec ceux qui l'accusent d'avoir créé un appel d'air migratoire et refusent d'accueillir des réfugiés.

Aïkido politique

Mais hormis la crise des réfugiés, son style est marqué par un ultra-pragmatisme guidé par les rapports de force du moment, plutôt que par des convictions personnelles, doublé d'une attitude modeste inhabituelle à ce niveau

de pouvoir.

«Son approche rappelle l'aïkido», cet «art martial des faibles» consistant à «utiliser l'énergie de son adversaire pour le laisser chuter tout seul», analysait récemment le quotidien Handelsblatt, évoquant les multiples «mâles dominants» qui ont croisé la route de la chancelière, de Gerhard Schröder à Vladimir Poutine en passant par Nicolas Sarkozy et Silvio Berlusconi.

Sa gestuelle «apaisante» adresse un message: «La politique est d'une complexité infinie et demande expertise et subtilité - les siennes», estimait le journal.

Dans le privé, ses passions connues sont peu nombreuses: l'opéra et les randonnées, chemise inusable et casquette sur la tête, avec son second époux, un scientifique de renommée internationale qui fuit la vie publique. Le couple se fait guider par la légende italienne de l'alpinisme, Reinhold Messner.

On la voit aussi régulièrement le vendredi soir dans un supermarché de Berlin achetant fromage et bouteille de blanc.

Sa vie d'avant la politique n'a guère connu d'aspérités. Angela Merkel a vécu une enfance austère dans la campagne de RDA, à côté d'un centre pour handicapés, où son père a volontairement installé sa famille afin de contribuer à l'évangélisation de la population dans l'Etat communiste.

Elle devient docteur en chimie quantique en s'accommodant du régime communiste. Ce n'est qu'après la chute du Mur de Berlin qu'elle entre en politique, devenant porte-parole du dernier gouvernement de la RDA avant de rejoindre le parti conservateur CDU.

Le chancelier de l'époque, Helmut Kohl, offre à la «gamine» ses premières responsabilités ministérielles. Mais en 2000, profitant d'un scandale financier au sein de son parti, elle lui ravit le parti, ce qu'il ne lui pardonnera jamais. Consécration cinq ans plus tard: elle devient la première chancelière.

AFP

Martin Schulz, le "sale gosse" à l'assaut de la citadelle Merkel

■ Ancien alcoolique ayant quitté l'école sans diplôme, pour finir président du Parlement européen. Martin Schulz compte puiser dans son parcours atypique et son image d'homme du peuple pour déjouer les pronostics en vue des élections allemandes.

Car au vu des sondages, les chances du patron des sociaux-démocrates de l'emporter face à la chancelière conservatrice, qu'il affronte dimanche en duel télévisé, sont minces.

Il avait pourtant encore bon espoir lorsqu'il fut désigné fin janvier candidat du SPD. Martin Schulz s'est lancé plein d'entrain à l'assaut de la citadelle Merkel, porté par des enquêtes d'opinion alors encourageantes.

Une chanson ayant fait un tabac sur YouTube devait porter l'offensive: «Quel Bonheur! Le train de Schulz roule/ Et il n'a pas de frein/ Il roule à toute vapeur vers la Chancellerie!». Désormais le convoi semble surtout à court de carburant. Selon une enquête récente, 26% des Allemands le voudraient comme chancelier, contre 49% pour Angela Merkel.

«Sale gosse»

«Tout porte à croire que le nom du vainqueur est déjà connu, tout comme le nom du perdant», écrit, fataliste, Der Spiegel. Et même si Schulz «se donne du mal», «il a les plus grandes difficultés à se positionner en alternative à Angela Merkel».

Lui, malgré tout, veut y croire. Il voit dans son parcours erratique, étonnant pour un responsable politique de ce calibre, et dans les épreuves surmontées autant de preuve de ses qualités de combattant et d'«homme du peuple», face à la distante Angela Merkel.

Né en 1955 à Eschweiler, près d'Aix-la-Chapelle (ouest), il quitte le lycée sans diplôme. «A l'école, j'étais un vrai sale gosse», a-t-il confié au magazine Bunte.

Passionné de football, ce fervent supporter du club de Cologne envisage un temps d'une carrière professionnelle, espoirs finalement ruinés par une blessure à un genou. Il noie alors son chagrin dans l'alcool: «A 20 ans, j'étais le jeune homme le plus déjanté de toute l'Allemagne. Le pire, c'était d'avoir chaque

jour le sentiment d'avoir échoué», dit-il.

Une formation de libraire le remettra dans le droit chemin: onze ans durant, il tiendra son propre établissement à Würselen en même temps qu'il commence une carrière politique dans l'appareil du parti-social démocrate local. Il est élu maire de la ville à seulement 31 ans, et le restera pendant 11 ans (1987-1998).

«Catastrophes»

«Je crois que je suis le seul politique de premier plan en Allemagne à parler ouvertement de ses catastrophes personnelles», clame-t-il dans le Spiegel. Une pique évidente à l'adresse de la chancelière, connue pour sa réticence à se dévoiler.

«Certains ont des difficultés avec cela mais d'autres disent: il a réussi à s'en sortir, il n'est pas aussi lisse que d'autres dirigeants politiques», ajoute-t-il.

Marié depuis 30 ans à une paysagiste, polyglotte autodidacte - il parle cinq langues -, ce père de deux enfants a mis rapidement le cap sur l'Europe, à un moment où ce type de carrière politique n'intéressait guère en

Allemagne.

Paris réussi. En 1994, il est élu au Parlement européen, où il siègera pendant 22 ans. Connu pour son éloquence et son franc-parler - ses détracteurs parlent de «brutalité» -, il présidera l'institution pendant cinq ans (2012-2017).

Ses détracteurs se gaussent du coup de sa prétention à apparaître en homme neuf, proche des gens en Allemagne, et voient en lui plutôt une incarnation d'eurocrate.

Martin Schulz affirme de son côté que son parcours européen lui confère la carrure pour la chancellerie. Les médias jugent qu'il s'est trompé en faisant d'abord campagne sur la «justice sociale» dans une Allemagne à la santé économique enviable dans le reste de l'Europe. Quant à sa volonté de briguer un nouveau mandat à la tête du SPD même en cas de revers aux législatives, elle a été interprétée comme un aveu qu'il n'y croyait pas lui-même. «Qui va se battre pour un candidat qui semble avoir accepté la défaite ?», s'interroge le Tagespiegel.

AFP



Pyongyang revendique l'essai "réussi" d'une bombe H

La Corée du Nord a réalisé dimanche son sixième essai nucléaire, le plus puissant à ce jour, affirmant avoir testé une bombe H, nouveau défi pour la communauté internationale.

Les agences géologiques étrangères ont d'abord détecté une secousse sismique d'une magnitude de 6,3 près du principal site nord-coréen d'essais nucléaires, à Punggye-Ri dans le nord-est.

Tokyo confirmait qu'il s'agissait d'un essai nucléaire. Quelques heures plus tard, une présentatrice de la télévision publique nord-coréenne déclarait: «le test de la bombe à hydrogène était une réussite parfaite».

La bombe «d'une puissance sans précédent», marque «une occasion très importante, le fait d'atteindre le but final qui est de parachever la force nucléaire de l'Etat».

Selon des spécialistes sud-coréens, la puissance de la secousse détectée était de cinq à six fois supérieure à celle du dernier essai nucléaire en date, conduit en septembre 2016. La Corée du Nord avait alors fait exploser une bombe de 10 kilotonnes.

Quelques heures auparavant, Pyongyang avait affirmé avoir développé une bombe H (bombe à hydrogène ou thermonucléaire) pouvant être installée sur le nouveau missile balistique intercontinental dont dispose le régime nord-coréen.

Les bombes H sont beaucoup plus puissantes que les bombes atomiques ordinaires. Les premières estimations des experts quant à la puissance de l'engin testé dimanche varient profondément, certains évoquant une bombe d'une mégatonne.

Quoi qu'il en soit, Jeffrey Lewis, du site armscontrolwonk.com, a estimé qu'il s'agissait d'une arme thermonucléaire, ce qui constitue un progrès notoire dans

les programmes nucléaire et balistique nord-coréens pourtant interdits par la communauté internationale.

'Extrêmement impardonnable'

Un séisme d'une magnitude 4,6 a également secoué la Corée du Nord moins de dix minutes après la première secousse, a indiqué le Centre chinois de surveillance sismologique. Il a avancé l'hypothèse d'un «affaissement», ce qui suggère que la déflagration pourrait avoir entraîné un effondrement de la roche située au-dessus du lieu de l'explosion.

Cet essai ne manquera pas d'aggraver des tensions déjà très fortes sur la péninsule divisée et d'entraîner de nombreuses condamnations des capitales étrangères.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a d'ores et déjà infligé sept trains de sanctions à la Corée du Nord pour tenter de la contraindre à renoncer à ses programmes nucléaires balistiques et nucléaires.

Le gouvernement japonais a précisé qu'il avait adressé une protestation à l'ambassade de Corée du Nord à Pékin, qualifiant ce test d'«extrêmement impardonnable». Le président sud-coréen Moon Jae-In a convoqué le Conseil de sécurité nationale pour une réunion d'urgence tandis que l'armée sud-coréenne a relevé son niveau d'alerte.

Visite de Kim

La situation sur la péninsule s'était encore tendue en juillet quand la Corée du Nord avait procédé à deux essais réussis d'un missile balistique intercontinental ou ICBM, le Hwasong-14, censé mettre le territoire américain à portée de frappes nord-coréennes.

L'agence de presse officielle KCNA a expliqué dimanche, avant l'annonce du nouvel essai, que le numéro un nord-coréen Kim Jong-Un avait inspecté une bombe H miniaturisée pouvant être montée sur un missile à l'occasion d'une visite à l'Institut des armes nucléaires du régime nord-coréen.

L'engin inspecté par M. Kim est «une bombe thermonucléaire d'une très grande puissance fabriquée par nos efforts et notre technologie», a déclaré KCNA.

Le numéro un nord-coréen a souli-

gné, selon l'agence, que «tous les composants de cette bombe H ont été fabriqués à 100% nationalement».

Des photographies montrent M. Kim vêtu de noir en train d'examiner un engin métallique présenté par KCNA comme étant une bombe H.

Des analystes étrangers avaient émis des doutes sur la capacité de la Corée du Nord à fabriquer une bombe H et à la miniaturiser suffisamment pour pouvoir l'installer sur un missile.

Pyongyang vient de menacer de tirer à titre d'avertissement plusieurs missiles à proximité de l'île de Guam, un territoire américain dans l'océan Pacifique, et a lancé la semaine dernière un missile de portée intermédiaire qui s'est abîmé dans le Pacifique après avoir survolé le Japon.

'Le feu et la colère'

Le président américain Donald Trump a prévenu qu'il ferait tomber sur la Corée du Nord «le feu et la colère» si Pyongyang continuait à proférer des menaces contre les Etats-Unis et leurs alliés.

Après son quatrième essai nucléaire, effectué en janvier 2016, Pyongyang avait affirmé que l'engin qui venait d'être testé était une bombe H miniaturisée.

Mais des scientifiques étrangers avaient alors déclaré que la puissance détectée de l'explosion, équivalant à une charge de six kilotonnes, était bien trop faible pour qu'il se soit réellement agi d'une bombe H.

Lorsque la Corée du Nord a procédé à sa cinquième explosion nucléaire, en septembre 2016, elle n'a pas déclaré qu'il s'agissait d'une bombe H.

En revanche, dans son annonce de dimanche matin, l'agence officielle KCNA a indiqué que la Corée du Nord avait «amélioré encore davantage ses capacités techniques», et cela sur la base des progrès «effectués lors du premier test de bombe H».

Si la Corée du Nord était effectivement capable de monter une tête nucléaire sur un missile, cela accroîtrait considérablement les inquiétudes internationales face aux menaces de frappes qu'émet régulièrement Pyongyang.

AFP

Allemagne: le rival d'Angela Merkel joue son va-tout

■ Un seul et unique débat pour relancer le suspense: le social-démocrate Martin Schulz compte déployer tout son talent combatif dimanche soir pour tenter de faire vaciller Angela Merkel, largement favorite en vue des élections du 24 septembre.

Le duel télévisé d'une heure et demie, le seul prévu avant le scrutin, sera retransmis en prime time (18H15 GMT) par les quatre plus grandes chaînes et devrait être suivi par au moins 20 millions de personnes, soit un tiers de l'électorat.

Si le chef du SPD parvenait à faire sortir de sa réserve l'impassible chancelière, qui «paraît presque intouchable après 12 ans de pouvoir», alors «les trois semaines à venir pourraient être passionnantes», juge le Spiegel.

La tâche confine toutefois au miracle, alors que sondage après sondage, les sociaux-démocrates restent largement distancés par les conservateurs. Le dernier publié vendredi montrait un écart de 17 points de pourcentage des intentions de vote.

Selon une étude parue samedi de l'institut Emnid, plus de la moitié (53%) des sondés jugent Angela Merkel la plus qualifiée pour diriger pour un quatrième mandat le pays.

Seuls 22% du millier d'Allemands tiennent l'ancien président du Parlement européen pour un meilleur candidat.

Choc de personnalités

Le duel s'annonce comme un choc de personnalités.

D'un côté l'hyper-cérébrale Angela Merkel, 63 ans, fille de pasteur protestant de la RDA, qui pèse chacun de ses mots.

De l'autre, le volubile Martin Schulz, de deux ans son cadet. Né, lui, dans l'Allemagne de l'ouest catholique, il aime à se présenter en «homme du peuple» et à rappeler qu'il est un alcoolique repent, autodidacte ayant quitté l'école sans diplôme.

«Le duel télévisé comme la spontanéité et l'éloquence ne sont pas vraiment les qualités de Merkel, qui paraît un peu revêche. Schulz pourrait en profiter», souligne le patron de l'institut Forsa, Manfred Güllner.

Peut-être consciente de cette faiblesse, la chancellerie a rejeté les propositions des chaînes visant à rendre le débat plus vivant.

Les deux candidats se soumettront donc au rituel éprouvé du question-réponse, orchestré par une équipe de quatre journalistes. «Un corset serré» voulu par Angela Merkel, a dénoncé son opposant.

Attaquer oui, mais rester «cool»

Qu'à cela ne tienne, Martin Schulz affiche une confiance à toute épreuve.

«46% des électeurs sont toujours indécis (...) Je crois qu'on peut tout à fait retourner l'issue du vote», a-t-il déclaré en fin de semaine. «Je ne suis pas nerveux, absolument pas», a insisté celui dont la popularité a brièvement égalé celle de la chancellerie en janvier dernier, à son arrivée comme chef de file du SPD pour les élections.

Éducation, retraite, réforme fiscale: il peut marquer des points en défendant avec toute «sa force de conviction» des projets concrets, qui font défaut à son adversaire, veut croire la chef du gouvernement social-démocrate de la région Rhénanie-Palatinat, Malu Dreyer.

Fidèle à sa stratégie, Angela Merkel continue à ignorer superbement son rival et à parier sur son bilan depuis son arrivée au pouvoir en 2005, avec un taux de chômage historiquement bas.

La question de l'immigration, qui l'a fragilisée comme jamais après l'arrivée de plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015 et 2016, est repassée au second plan des préoccupations des électeurs.

Face à la poussée des populismes dans le monde, l'opinion allemande est inquiète et se sent majoritairement rassurée par l'expérience d'Angela Merkel. En tout, peu incline à changer.

Son challenger, lui, est condamné à l'offensive, même si sa marge de manœuvre est réduite par le fait que le SPD est partenaire minoritaire de la coalition gouvernementale actuelle.

Martin Schulz veut insister sur la justice sociale et le besoin d'investissements publics, dans l'éducation notamment. Là où Angela Merkel est réticente à délier les cordons de la bourse en dépit de généreux excédents budgétaires.

Ses attaques devront être «contrôlées», juge le Spiegel online. «Schulz doit essayer de piéger la chancellerie, tout en restant cool».

AFP

Etats-Unis

Aucune preuve qu'Obama ait fait écouter la Trump Tower

Le ministère américain de la Justice a confirmé samedi qu'il ne disposait d'aucune preuve pour étayer les affirmations du président Donald Trump selon lesquelles son prédécesseur, Barack Obama, avait fait écouter la Trump Tower lors de la campagne présidentielle.

« **L**e FBI comme le NSD (National Security Division) ont confirmé qu'ils n'avaient aucune trace concernant des enregistrements tels que décrits par les tweets du 4 mars 2017 », a annoncé le ministère en réponse à une requête en matière de liberté d'information déposée par un organisme de contrôle gouvernemental. Le NSD est un départe-

tement du ministère de la Justice. Le FBI avait déjà réfuté les allégations présidentielles, lancées alors que la polémique s'intensifiait sur les liens supposés entre l'équipe de campagne de Donald Trump et la Russie.

Dans un tweet du 4 mars dernier, Donald Trump avait assuré que l'ex-président Obama avait fait écouter la Trump Tower, le QG de sa campagne, et dénoncé un pro-



cedé relevant selon lui du «McCarthyisme».

«Comment le président Obama a-t-il pu descendre aussi bas pour faire écouter mes téléphones durant le processus sacré des élections. C'est du Nixon/Watergate», avait-il ajouté dans son tweet.

Donald Trump avait réitéré ses accusations lors d'une conférence de presse aux côtés d'Angela Merkel plus tard le même mois.

L'ancien porte-parole du président, Sean Spicer, avait également soutenu ces accusations en citant des informations de la chaîne Fox News selon lesquelles l'agence britannique d'espionnage GCHQ avait effectué les écoutes pour le compte de Barack Obama.

L'amiral Mike Rogers, directeur de la NSA, l'agence américaine

d'interception des communications, avait vigoureusement réfuté ces informations lors d'une audition au Congrès.

Réagissant à ces informations, Austin Evers, directeur exécutif de l'American Oversight, une ONG de contrôle de l'administration, a déclaré: «Le FBI et le ministère de la Justice sont maintenant aux côtés de l'ancien directeur (du FBI) Comey et confirment par écrit que le président Trump a menti quand il a tweeté que l'ex-président Obama l'avait 'fait écouter' à la Trump Tower». «Ce document judiciaire confirme que même le propre ministère de la Justice de Trump ne croit pas à sa crédibilité sur un élément-clé de l'enquête sur la Russie», a-t-il ajouté.

Les agences américaines de renseignement ont affirmé que le

président russe Vladimir Poutine avait donné l'ordre de mener des actions pour nuire à Mme Clinton et améliorer les chances de M. Trump lors de la présidentielle.

M. Poutine et les autres responsables russes nient régulièrement et catégoriquement toute ingérence de la Russie dans la campagne électorale américaine de 2016.

Le Kremlin a confirmé mercredi avoir reçu pendant la campagne présidentielle américaine un courriel concernant un projet de construction d'une tour du groupe Trump à Moscou, mais assure l'avoir ignoré, tandis que le président américain avait nié durant la campagne avoir des intérêts économiques en Russie.

AFP

Cambodge

Le leader de l'opposition arrêté pour «trahison»

■ Accusé de trahison, le leader de l'opposition cambodgienne, Kem Sokha, a été arrêté tôt dimanche, a annoncé le gouvernement du Premier ministre Hun Sen, qui multiplie les procédures judiciaires contre ses opposants avant les élections de 2018. La détention provisoire de Kem Sokha pendant la nuit va faire monter d'un cran la tension dans ce pays d'Asie du Sud-Est où l'opposition, les ONG et la presse sont sans cesse menacées et harcelées depuis plusieurs mois. A 65 ans, Hun Sen, homme fort du Cambodge depuis 32 ans, est déterminé à rester au pouvoir. Et il poursuit son offensive pour briser la popularité croissante du principal parti d'opposition, le Cambodge National Rescue Party (CNRP), qui semble porté par une vague populaire contre les inégalités et la corruption.

Publié dans la nuit, le communiqué du gouvernement a évoqué une «conspiration secrète, entre Kem Sokha, son groupe et des étrangers, faisant du tort au Cambodge». «Cette conspiration secrète est un acte de trahison», ajoute le gouvernement sans fournir de détails sur le crime présumé. Sur Twitter, la fille de Kem Sokha, Kem Monovithya, a décrit l'arrivée soudaine en pleine nuit de «100 à 200 policiers sans mandat» qui ont «fouillé et saccagé le domicile» de son père. Agé de 64 ans, Kem Sokha est le chef du principal parti d'opposition dont l'autre dirigeant est actuellement en exil en France pour échapper à plusieurs condamnations.

Leur parti a réalisé une percée remarquable aux élections municipales de juin au Cambodge, un signe inquiétant pour l'homme fort du pays, au pouvoir depuis la chute des Khmers rouges. Ex-combattant Khmer rouge et Premier ministre depuis 1985, ce dernier est un habitué des déclarations fracassantes et des menaces. Il a récemment prévenu qu'il y aurait «la guerre civile» si son parti - le Parti du peuple cambodgien (CPP) - perdait le pouvoir aux prochaines élections.

Presse menacée

Le CNRP a qualifié l'arrestation de «politiquement motivée» et d'illégal, car Kem Sokha, qui est député, est protégé par l'immunité parlementaire. L'interpellation a eu lieu quelques heures seulement après la publication sur Fresh News, site internet pro-gouvernement, d'un article accusant Kem Sokha de discuter du renversement de Hun Sen avec le soutien des Etats-Unis. L'article était toutefois basé sur un discours prononcé en 2013 en Australie lors duquel il avait évoqué des voyages à l'étranger et notamment aux Etats-Unis pour discuter de son travail d'opposition.

Dans ce discours, il avait affirmé que les Etats-Unis le «conseillaient pour changer la dictature au Cambodge». En 2016, Kem Sokha, ancien président du Centre cambodgien pour les droits de l'homme, était resté claqué-muré plus de six mois au siège de son Parti en signe de protestation contre des poursuites judiciaires. Il avait expliqué à l'AFP que «quand on vit dans un pays qui n'est pas une démocratie, diriger l'opposition est compliqué». Hun Sen, qui compte parmi les plus anciens dirigeants au monde, se dépeint comme la seule personne qui peut apporter la stabilité et la prospérité dans un pays toujours marqué par la guerre civile et le génocide perpétré par les Khmers rouges. Ces dernières années, le Cambodge est devenu l'une des économies les plus performantes d'Asie du Sud-Est. Mais la colère monte parmi la population et surtout les jeunes, lassés de la corruption et de l'accaparement des richesses par une élite, proche d'Hun Sen. La semaine dernière, les Etats-Unis ont exprimé leur «profonde préoccupation» concernant l'état de la démocratie cambodgienne après le renvoi d'une ONG américaine et des menaces de fermeture de plusieurs journaux indépendants. Parmi les médias dans la ligne de mire d'Hun Sen, le Cambodge Daily, publication qui n'hésite pas à critiquer le gouvernement. Le titre est menacé de fermeture lundi s'il ne peut pas s'acquitter d'une facture d'impôt de 6,3 millions de dollars. Une somme inventée de toutes pièces par le gouvernement, affirme le journal.

AFP

Après sa "disparition"

La veuve du Nobel chinois Liu Xiaobo "de retour" à Pékin

Liu Xia, la veuve du prix Nobel de la paix chinois Liu Xiaobo décédé en juillet, est «de retour à Pékin» mais toujours en résidence surveillée, a indiqué une ONG hongkongaise, après plus d'un mois de «disparition» durant lequel la poétesse était gardée au secret par les autorités, selon son avocat.

Lu Siqing, fondateur de l'Information Centre for Human Rights and Democracy, une ONG basée à Hong Kong, s'est entretenu samedi par téléphone avec Liu Xia, jointe à son domicile pékinois, selon un communiqué de l'organisation faxé dimanche à l'AFP.

Lors de cette conversation d'une demi-heure dominée par les «larmes», Mme Liu, 56 ans, a expliqué d'une «voix très affaiblie» devoir suivre de lourds traitements d'antidépresseurs, rapporte Lu Siqing.

«Divers amis de Liu Xia ont confirmé qu'elle était de retour dans son appartement» dans la

capitale chinoise, «et que son domicile restait surveillé par des gardes et des policiers habillés en civil», a précisé l'ONG dans un communiqué distinct.

Vivant en résidence surveillée depuis 2010 sans qu'aucune charge ne soit retenue à son encontre, Liu Xia avait assisté mi-juillet aux obsèques de son mari, mort d'un cancer du foie, selon des images diffusées alors par les autorités communistes.

Mais ses proches avaient ensuite été incapables d'entrer en contact avec elle au cours des semaines suivantes, ignorant même le lieu où elle résidait.

Liu Xia «est gardée au secret par les autorités chinoises dans un endroit inconnu», assurait début août l'avocat américain du couple Jared Genser, dans une plainte déposée auprès de l'ONU.

Dans ce contexte, un message vidéo posté en ligne mi-août, dans lequel Liu Xia assurait avoir besoin de temps pour «se réajus-

ter», avait été accueilli avec circonspection. «Il est certain qu'elle a été forcée par les autorités à faire cette vidéo», avait jugé Hu Jia, dissident chinois et ami du couple.

Peu de détails étaient livrés par Lu Siqing sur les circonstances exactes du retour de Liu Xia à Pékin.

Mme Liu, par ailleurs, n'a pas réussi à obtenir qu'on lui remette l'urne funéraire ayant contenu les cendres de son mari, après que celles-ci aient été dispersées en mer, ajoute l'activiste hongkongais. Liu Xiaobo est décédé le 13 juillet à l'âge de 61 ans dans un hôpital chinois, quelques semaines après avoir été placé en liberté conditionnelle pour raisons de santé. Il avait été condamné en 2009 à 11 ans de prison pour «subversion» pour avoir réclamé des réformes démocratiques en Chine — un combat récompensé en 2010 par le prix Nobel de la paix.

AFP

Elle se tiendra à Tizi-Ouzou

La deuxième édition du salon de l'enfant du 7 au 12 septembre

Le salon de l'enfant sera également une occasion de sensibiliser les jeunes générations sur la protection de l'environnement et la lutte contre sa dégradation à travers un concours réservé au recyclage des déchets ayant pour thème "Quand le déchet se transforme en œuvre d'art", a précisé Nabila Goumeziane.



La deuxième édition du salon de l'enfant de Tizi-Ouzou placée cette année sous le thème "l'enfant, le citoyen de demain" se déroulera du 7 au 12 septembre, a-t-on appris jeudi auprès des organisateurs. Cet événement qu'organise la direction de la Culture en collaboration avec

la direction de l'Education, l'Office national des publications scolaires et le mouvement associatif, a pour objectif d'accompagner les enfants dans leur rentrée scolaire en initiant des activités à caractère éducatif et récréatif qui leur seront proposées, a expliqué à l'APS la directrice de la Culture.

Le salon de l'enfant sera également une occasion de sensibiliser les jeunes générations sur la protection de l'environnement et la lutte contre sa dégradation à travers un

concours réservé au recyclage des déchets ayant pour thème "Quand le déchet se transforme en œuvre d'art", a précisé Nabila Goumeziane.

Les participants devront présenter des objets réalisés à base de déchets en plastique, en carton ou en verre, qui seront exposés durant le Salon et dont les lauréats seront récompensés, au dernier jour des festivités, a-t-elle affirmé.

Les festivités inscrites au programme se dérouleront à la maison de la culture Mouloud Mammeri, au théâtre régional Kateb Yacine et à la bibliothèque principale de lecture publique, qui abriteront des ateliers de lecture, de dessin et d'écriture, des expositions vente d'articles scolaires et d'autres activités récréatives destinées aux enfants en bas âge ou aux écoliers qui pro-

fitent de leurs derniers moments de détente avant de se consacrer entièrement à leurs cours.

La cérémonie d'ouverture, prévue pour l'après midi de jeudi 7 septembre, sera marquée par une parade de fanfare, hommes géants et autres clowns, qui démarrera du théâtre Kateb Yacine pour prendre fin à la maison de la Culture où d'autres activités sont prévues, a fait savoir Mm Goumeziane. La promotion de la lecture publique est également au menu de ce rendez-vous culturel dédié exclusivement aux enfants, puisque des séances de lecture en plein air seront assurées par les animateurs du bibliobus de l'établissement, a-t-elle ajouté.

La maison traditionnelle (Axxam-nnegh) de la maison de la culture abritera, pour sa part, des séances de conte toujours dans le

but de stimuler l'imagination et la curiosité de l'enfant et l'inciter à la lecture et l'écriture, a-t-elle ajouté.

Toujours au sujet de la promotion de la lecture publique, Nabila Goumeziane a signalé que 6070 ouvrages ont été distribués par la direction de la Culture sur 75 structures dont des bibliothèques communales, des centres culturels, des mosquées, des associations, des comités de villages et des zaouïas et ce, depuis le début de l'année en cours. Le bibliobus a, lui, effectué 45 sorties à travers 16 daïras et 29 communes, a-t-elle observé.

L. O.

"El-Amalika" Monologue d'un comédien de... 8 ans à l'affiche à Oran

■ Un nouveau monologue intitulé "El-Amalika" (les géants) sera joué le 9 septembre prochain à Oran par le jeune talent Zakaria Bensalem, âgé de 8 ans seulement, a-t-on appris du président de l'association culturelle locale "El-Amel".

"El-Amalika" est un spectacle en hommage aux grandes figures du 4ème Art national, a précisé à l'APS Mohamed Mihoubi qui assure la direction artistique du comédien en herbe.

"Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement technique offert aux lauréats des journées théâtrales organisées du 18 au 20 août écoulé en hommage au regretté comédien Sirat Boumediene (1947-1995)", a-t-il expliqué.

La rencontre commémorative avait été marquée par l'animation d'un concours qui a vu la distinction de deux lauréats, dont le petit Zakaria pour son rôle d'élève dans un monologue intitulé "Nekra" (j'étudie), a rappelé M. Mihoubi.

Sa prochaine prestation dans le nouveau montage "El-Amalika" se tiendra au "Petit théâtre", structure légère de 70 places implantée au siège de l'association "El-Amel".

Le président de l'association "El-Amel" a également fait part des préparatifs d'un autre monologue devant être interprété par Amel Belkhala (16 ans), co-lauréate du concours.

La formation de jeunes talents constitue la vocation essentielle de cette association qui active depuis 40 ans au sein du Centre culturel "Mbarek El-Mili".

R. T.

Les 17 et 18 septembre à Tiaret

Organisation de la traditionnelle Kheima de la poésie populaire

La maison de la Culture "Ali Mâachi" de Tiaret accueillera les 17 et 18 septembre prochains la manifestation culturelle traditionnelle, la Kheima de la poésie populaire et de la chanson berbère, a-t-on appris auprès du Commissaire du festival local des cultures

populaires de la wilaya. Belkacem Benaouda a indiqué que la manifestation, qui se tiendra

sous le slogan "Gaâda wa hemma" dans le cadre du programme culturel de la saison estivale, devra mettre en évidence le patrimoine populaire, encourager l'art berbère et local, et donner l'opportunité aux poètes populaires locaux et aux pionniers de la chanson berbère de la wilaya de se produire devant le public et d'échanger entre eux.

Le programme de la première

journee de ce rendez-vous culturel comprend des lectures de poésie du Melhoun avec plusieurs poètes de la wilaya de Tiaret, ainsi qu'un spectacle artistique du genre berbère qui sera animé par cheikh Brahim Takhmarti et le groupe du cheikh Ould Mahdjoub.

La seconde journée de cette manifestation sera animée par des poètes du genre populaire, ainsi que par un spectacle du groupe du

cheikh Mohamed Allali de la commune de Mahdia et le groupe du cheikh Abdallah Tiarti.

Cette manifestation culturelle est organisée par le Commissariat du festival local des cultures populaires de la wilaya sous la houlette de la direction de la Culture et du wali de Tiaret.

Le programme culturel de la saison estivale de la wilaya de Tiaret, qui a lieu du début du mois

d'août à la fin septembre, comprend des soirées artistiques qui verront la participation de 44 groupes locaux dans les différents genres musicaux et culturels, notamment le théâtre pour enfants et le théâtre comique dans le cadre de caravanes culturelles qui sillonneront les maisons de culture et de jeunes des différentes communes de la wilaya.

L. M.

PAROLES DE FEMMES

«Lors même que vous n'avez aucun motif d'être faux, il est très difficile de dire l'exacte vérité.»

George Eliot



FEMMES

ILS ONT DIT :

«L'exactitude n'est pas la vérité.»

Matisse

ACTUS-FEMMES Page animée par Tinhinan

Amel Bent poste une photo craquante de sa fille

Maman comblée, Amel Bent aime partager son bonheur avec ses followers. Ce week-end, la chanteuse a publié deux nouvelles photos de sa fille Sofia, âgée de tout juste un an et demi.

Amel Bent est très visiblement sous le charme de sa fille Sofia. Il faut dire que du haut de son un an et demi, le premier enfant de la chanteuse et de son mari Patrick Antonelli a déjà fait craquer de nombreux followers sur Instagram. Ce week-end, la maman a décidé de partager deux nouveaux clichés de sa bambine. Résultat: une photo sur laquelle Sofia apparaît de dos, debout dans le salon d'un appartement. L'enfant est vêtue d'une simple couche et d'un foulard recouvrant sa tête pour la protéger de la chaleur. Après tout, la petite famille a passé une partie de ses vacances sous le soleil de Corse. Sur la seconde photo, elle est coiffée d'un chapeau et s'aventure sur une terrasse de bord de mer. Au travers de ces deux images, la petite Sofia démontre en tout cas qu'il est possible d'avoir du style même avec très peu d'accessoires. Dans les commentaires, les followers d'Amel Bent sont conquis.

Ce n'est pas la première fois que la chanteuse de 32 ans partage ainsi son bonheur avec ses plus de 200.000 abonnés. Il y a d'ailleurs comme une thématique sur son compte. Le mois dernier, sur les cinq photos mises en ligne par la star, quatre d'entre elles étaient de sa fille. Le public ne semble pourtant pas se lasser à l'idée de suivre ainsi les vacances de la petite Sofia, qu'elle se repose en intérieur ou qu'elle flâne dans un jardin. Bien évidemment, Amel Bent veille à ce que l'anonymat de son enfant soit préservé. L'ex-candidate de la Nouvelle Star ne publie ainsi que des clichés où le visage de sa fille n'apparaît pas. Une façon pour elle de partager son bonheur sans pour autant gâcher le quotidien de la fillette. En légende du dernier cliché mis en ligne la chanteuse prévient d'ailleurs: " Don't mess with my girl... " ("ne touche pas à ma fille" ou "n'embête pas ma fille"). Les internautes sont prévenus.



STRESS, MANQUE D'ÉNERGIE...



Faciles d'utilisation, en roll-on ou en flacon, les huiles essentielles possèdent de nombreuses vertus. Plurielles.fr vous explique comment procéder pour profiter de leurs bienfaits.

L'APPLICATION

Les huiles essentielles sont très concentrées et quelques gouttes suffisent pour qu'elles soient efficaces. Inutile donc d'en mettre beaucoup ! Une posologie claire est

généralement fournie avec chaque flacon ou roll-on pour une efficacité optimale.

Les huiles essentielles peuvent s'appliquer à la naissance du cou, sur le plexus solaire, sous les oreilles ou sur les poignets. Évitez soigneusement le contour des yeux et des lèvres qui pourraient être irrités.

POUR CALMER LE STRESS

Privilégiez le lavandin qui relaxe le corps et l'esprit, le géranium qui aide à retrouver un

Les bienfaits des huiles essentielles

bon équilibre nerveux, le romarin et la menthe des champs qui chassent les idées négatives. Pour un effet rapide, appliquez quelques gouttes de ces huiles sur le plexus solaire.

POUR UN RÉCONFORT RAPIDE

Si vous venez d'apprendre une mauvaise nouvelle ou que vous êtes en situation de choc, tournez-vous vers des huiles essentielles à base de composants qui vous apporteront un réconfort rapide.

La sauge sclérée aide à évacuer la pression, la verveine calme l'anxiété et la menthe

verte permet de se recentrer sur soi. Appliquez quelques gouttes à la naissance du cou, sous les oreilles ou sur les poignets.

POUR RETROUVER DE L'ÉNERGIE

Si vous manquez de vitalité, certaines huiles essentielles peuvent vraiment vous booster.

Le pamplemousse stimule et dynamise, l'eucalyptus oxygène le corps et la cannelle donne du tonus. Appliquez les huiles à base de ces composants sur les poignets ou en haut du cou.

BEAUTÉ

LES ASTUCES POUR AVOIR UNE PEAU ÉCLATANTE

Vous avez les yeux cernés et le teint brouillé ? Ne désespérez pas, vous pouvez retrouver une peau éclatante grâce à quelques astuces !

MISEZ SUR LES ANTIOXYDANTS

Vitamine C, bêta-carotène, polyphénols... Voilà autant d'antioxydants qui donnent bonne mine. Faites une petite cure intensive d'aliments qui en contiennent pendant 15 jours et vous verrez rapidement la différence ! Mangez deux kiwis chaque matin pour faire le stock de vitamines C en alternance avec du jus de carottes pour sa forte teneur

en bêta-carotène. Résultat : un teint plus frais et de jolies joues roses.

BUVEZ BEAUCOUP D'EAU

On l'oublie trop souvent mais l'eau est importante pour avoir une jolie peau. Elle n'aide pas seulement à éliminer en période de régime mais elle permet d'apporter souplesse et douceur à votre épiderme.

Autre avantage : en buvant beaucoup d'eau, vous ralentirez les effets du temps sur votre organisme et diminuerez les ridules. Buvez 1 litre et demi par jour pour ne pas tomber dans la déshydrata-

tion. Vous éviterez ainsi l'effet " pomme fripée ".

PRATIQUEZ L'AUTO-MASSAGE

Se masser le visage quelques minutes par jour permet de relancer la circulation sanguine et rehausse le teint. En vous massant avec la crème d'énergie Nivea Q10, qui a pour avantage de réhydrater la peau en un temps record, vous raviverez d'autant mieux l'éclat de votre teint. Appliquez une noisette de crème sur le front et lissez-le avec la paume de votre main.



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Aïssa KHELLADI** •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.78.14.16** -

Fax : **021.78.14.17** - Service Publicité : **021.78.14.17** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : **http://www.lesdebats.com** • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Championnats du monde
2017 de Judo

Temmar, Bouyacoub et Asselah éliminés

■ Les judokas algériens Nadjib Temmar (+100 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) ont été précocement éliminés des Mondiaux-2017 actuellement en cours en Hongrie, après leur défaite samedi, respectivement contre l'Ukrainien Stanislav Bondarenko, le Géorgien Varlam Liparteliani et la Brésilienne Maria Suelen Altheman. Les choses avaient pourtant bien commencé pour Temmar et Bouyacoub, qui avaient remporté leur premier combat, respectivement contre le Sénégalais Mbagnick Ndiaye et le Roumain Luca Kunszabo, avant d'échouer au suivant, au moment où Sonia Asselah a été sortie dès le premier tour par la Brésilienne. Les derniers espoirs de la sélection algérienne de sauver la face dans ces championnats du monde, organisés du 28 août au 3 septembre à Budapest, reposaient sur ces trois athlètes, car leurs sept compatriotes ont déjà été éliminés. Les derniers en date sont Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Souad Bellakehal (-70 kg), qui ont été sortis vendredi, et dès les premiers tours. Ouallal a été éliminée dès son entrée en lice contre la Cubaine Antomarchi Kaliena, tout comme sa compatriote Souad Bellakehal, face à la Marocaine Niang Asmaa, au moment où Benamadi a commencé par remporter son premier combat contre le Sud-coréen Lee Jaeyong, avant de s'incliner au tour suivant face au Géorgien Margiani Ushangi. Deux jours plus tôt, ce sont Meriem Moussa (-52 kg), Ratiba Tariket (-57 kg) et Djeddi Oussama (-73 kg) qui avaient précocement quitté la compétition, au moment où le dixième et dernier international algérien engagé dans ce tournoi, Houd Zourdani (-66 kg) avait déclaré forfait dès la première journée et sans avoir livré le moindre combat. Avant leur départ à Budapest, les judokas algériens étaient unanimes à évoquer «le manque de préparation pour un événement de cette envergure», et leurs appréhensions ont fini par se confirmer. Un total de 731 judokas (440 messieurs et 291 dames), représentant 126 pays, participent à ces Mondiaux-2017, devant s'achever dimanche, juste après la fin des épreuves «par équipes».



Equipe nationale

Les Verts touchent le fond



La défaite, bien que décevante, de la sélection nationale face à la Zambie n'est en fait pas une surprise si l'on prend compte d'un nombre de paramètres et de facteurs qui fait que l'EN n'arrive pas à redresser la barre. Il faut savoir que l'équipe n'a pas pu bénéficier de la préparation qu'il

faut pour ce genre de rencontres qui demande plus de sacrifices et une concentration totale. Les Verts, eux, étaient en pleine hibernation ne bénéficiant d'aucune préparation spécifique et se permettant même le luxe de rater les dates-FIFA qui n'ont pas été prises en considération pour préparer ce genre de matchs très

importants. Pour revenir à ce match face aux Chipolopolo, les Algériens se sont fait prendre comme des novices, d'abord avec une erreur de casting du coach, Alcaraz, qui a aligné des joueurs qui n'étaient pas vraiment prêts pour ce genre de rencontres et notamment le jeune Hassani qui a joué son premier

match international et dans un poste très sensible qui est l'axe central. Il n'y avait aussi aucune stratégie de jeu, ni grinta de la part de ces joueurs qui marchaient carrément sur le terrain. Même à dix, les Zambiens étaient mieux inspirés et ont réussi à nous malmenier avec une équipe dont la moyenne d'âge ne dépassait pas les 20 ans. Il faut savoir que tout est à revoir dans cette équipe et un grand coup de ballet doit être donné par le sélectionneur national et la FAF qui ne doit garder que les joueurs susceptibles de donner un plus à l'équipe et surtout les éléments qui sont prêts à se donner à fond et ne trichent pas sur le terrain comme c'est le cas de certains qui ne semblent complètement perdus et ne se sentent pas concernés par les couleurs nationales. La qualification au Mondial est aux calendes grecques mais cela ne veut pas dire qu'il faut tout abandonner. Au contraire, il faut se préparer dès maintenant aux prochaines échéances en se préparant comme il se doit.

Imad M.

Antar Yahia :

"Il est temps de penser à reconstruire la sélection sur des bases solides"

■ L'ancien capitaine de la sélection algérienne de football, Antar Yahia, a estimé samedi qu'il était temps pour la Fédération algérienne de football (FAF) d'analyser la situation délicate dans laquelle se retrouve désormais la sélection nationale et penser à la meilleure manière à même de favoriser une reconstruction sur des bases solides du team algérien en vue des prochaines échéances. Antar Yahia s'exprimait au micro de beIN Sport pour laquelle il a commenté le match de la sélection algérienne battue à Lusaka par la Zambie (3-1), dans le cadre de la troisième journée des qualifications au Mondial-2018, une défaite qui met les Algériens déjà hors course, eux qui totalisent seulement un point, alors que le leader du

groupe B, le Nigeria en l'occurrence, en compte neuf. «C'est une grosse déception que l'on ressent après ce match. Je crois que le moment est venu pour que la FAF analyse la situation en ayant la tête froide et en mettant de côté toutes les émotions. Il faudra penser à bâtir une équipe solide, et cela passe d'abord par stabiliser l'effectif, notamment en défense», conseille le libéro de charme des Verts entre 2003 et 2012. «Comme notre formation est engagée également dans les éliminatoires de la Coupe d'Afrique de 2019, alors qu'il lui reste aussi à livrer trois autres rencontres pour le compte des qualifications au Mondial-2019, il faudra en profiter pour travailler la cohésion. La priorité devra être donnée dans ce registre au secteur défensif qui

connaît des changements fréquents dans sa composante, ayant fini par lui jouer un mauvais tour», a-t-il encore regretté. Aux yeux d'Antar Yahia aussi, le style de jeu à adopter sur les terrains des pays subsahariens devra également être remodelé en raison des paramètres extra-sportifs y régnant. «A l'époque de l'ancien sélectionneur national, Vahid Halilhodzic par exemple, on procédait par un jeu vertical en raison des difficultés rencontrées aussi bien en matière de climat que de la qualité des pelouses sur lesquelles on évoluait», a-t-il expliqué, faisant remarquer au passage que les camarades d'Islam Slimani ont mis beaucoup de temps pour revenir dans le match face à la Zambie, avant de s'incliner logiquement.

Transfert

Belfodil, 25 ans et est déjà à son 8^e club professionnel

■ L'international algérien, Ishak Belfodil, débute une nouvelle aventure dans sa carrière footballistique en intégrant les rangs de la formation allemande de Werder Brême, pour laquelle il s'est engagé en fin de semaine passée à titre de prêt, soit son huitième club dans son parcours professionnel, alors qu'il n'a que 25 ans. Du coup, Belfodil reste fidèle à sa réputation de joueur "globe-trotter", traduisant une instabilité chronique qui est en train tout simplement de lui jouer un mauvais tour, estiment les observateurs. Belfodil grandit tout d'abord en Algérie, à Mostaganem, jusqu'à ses sept ans puis s'installe en France, à Elancourt dans le quartier des Nouveaux horizons. Il suit une formation à l'OSC Elancourt puis au Trappes FC. Il passe par les centres

de formation du Paris Saint-Germain, puis joue à l'AC Boulogne-Billancourt et enfin au Clermont Foot 2. Meilleur buteur des 16 ans nationaux avec treize buts inscrits sur les quinze de son équipe, il est repéré par Gérard Bonneau et Rémi Garde. Il signe alors à l'O Lyon le 12 novembre 2008 un contrat de jeune d'une durée de quatre ans. Durant la saison 2008-09, il joue avec l'équipe des moins de 18 ans. En Coupe Gambardella, il atteint la demi-finale, joue six matches et marque sept buts. Il intègre le groupe professionnel de l'Olympique lyonnais lors de la saison 2009-2010 et dispute son premier match officiel en Ligue 1 à l'âge de 17 ans et 8 mois, face à l'AJ Auxerre, le 22 août 2009. Trois jours plus tard, il entre en jeu en Ligue des champions, lors du match

de barrages retour du 25 août 2009 contre Anderlecht. Lors de la 29e journée de Ligue 1, il remplace à la 84e minute de jeu, face à l'Olympique de Marseille. Le 20 août 2011, à l'occasion de la 3e journée de Ligue 1, il est titularisé par Rémi Garde.

Une instabilité qui l'écarte de la sélection algérienne

En janvier 2012, il est prêté pour six mois au FC Bologne, pensionnaire de la Série A italienne sans option d'achat. En Italie comme à Lyon, il joue peu, mais parvient néanmoins à séduire les dirigeants de Parme, club avec lequel il signe en juin 2012 pour 2,5 millions d'euros (hors bonus). Il commence la saison avec la confiance de son entraîneur et est souvent titularisé. Il marque son pre-

mier but en Série A le 2 septembre 2012 contre le Chievo Vérone d'un coup de tête qui frappe la barre transversale lors de la victoire 2-0 de son équipe. Le 5 juillet 2013, il signe un contrat de cinq ans avec l'Inter Milan. En plus d'avoir consenti au départ de son attaquant Antonio Cassano vers Parme, l'Inter devrait débours 10 millions d'euros pour le rachat de la copropriété de l'ancien Lyonnais. En manque de temps de jeu, lors du mercato d'hiver 2014, Belfodil est prêté avec option d'achat jusqu'à la fin de la saison à l'AS Livourne, en Italie toujours. En 2014, il rejoint l'équipe de Parme. Le 6 mai 2015, il résilie son contrat à l'amiable, le club parmesan étant en grande difficulté financière. Le 27 juillet 2015, contre toute attente il signe aux Emirats arabes unis au

Bani Yas. Il n'y va rester que l'espace d'une saison, pour atterrir par la suite au Standard de Liège à la fin d'août 2016. Là aussi, il ne va rester qu'un seul exercice avant de poser bagages à Werder Brême, club de la Bundesliga. L'Allemagne devient alors le cinquième pays où il va monnayer son talent. Les spécialistes sont unanimes à regretter ce changement de clubs fréquent du longiligne attaquant (1,92 m), estimant qu'il aurait réussi un meilleur parcours sur le plan personnel s'il avait prôné une certaine stabilité. En tout cas, cette instabilité s'est déjà répercutée sur la carrière internationale du joueur, qui ne compte que 14 sélections avec l'équipe nationale algérienne où il n'est plus convoqué depuis près de deux années.



Alger
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Kenya

Deux policiers tués devant une église

Deux policiers kényans en faction devant une église de la ville côtière d'Ukunda ont été tués dimanche par des hommes armés non identifiés dimanche. «Nous avons perdu deux agents de police, tués par balle à l'église», a déclaré Larry Kieng, chef de la police de la région de la côte. Les assaillants, à bord d'une moto, «leur ont tiré dessus et se sont emparés de leurs armes», a-t-il ajouté. «Une enquête a été ouverte et nous n'excluons pas l'hypothèse terroriste, car il ne s'agit pas ici d'un simple braquage», a ajouté M. Kieng, s'adressant à la presse, précisant qu'un des deux agents est mort sur le coup tandis que l'autre a succombé à ses blessures à l'hôpital. L'extrême sud de la côte kényane a été largement épargnée par les attaques des islamistes somaliens shebab qui ont frappé le nord-est du pays ces dernières années et, à plusieurs reprises, d'autres parties de la côte. Depuis le mois de mai, plus de 20 policiers et une vingtaine de civils ont été tués lors d'une recrudescence d'attaques à l'aide d'engins explosifs artisanaux placés au bord des routes dans l'est et le nord-est du Kenya, mais ces attentats sont restés circonscrits à la région proche de la frontière somalienne, à plus de 200 kilomètres au nord d'Ukunda. Située au sud de Mombasa, principal port d'Afrique de l'Est, Ukunda abrite un aéroport utilisé par de nombreux touristes visitant la partie sud de la côte kényane, avec notamment les plages de Diani et Tiwi. Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom). Depuis son intervention militaire dans le sud de la Somalie en 2011 pour lutter contre les shebab, le Kenya a été la cible de plusieurs attentats meurtriers, notamment ceux du centre commercial Westgate à Nairobi (septembre 2013 - 67 morts) et de l'université de Garissa (avril 2015 - 148 morts).

G. M.

Mexique

La tempête tropicale Lidia fait 7 morts

La tempête tropicale Lidia qui frappe le Mexique ces derniers jours a fait sept morts dans la péninsule de Basse Californie, ont indiqué les autorités locales samedi. Cinq personnes ont notamment perdu la vie dans la station balnéaire de Cabo San Lucas, selon les autorités de l'Etat de Basse Californie du Sud. Selon les services météorologiques des Etats-Unis, la tempête progresse dans la péninsule, qui compte nombre de stations balnéaires, à la vitesse de 65 km/h, et devrait faiblir dans la journée pour n'être plus qu'une dépression tropicale. Des fortes pluies entrainées par la tempête s'étaient abattues mercredi sur la capitale Mexico, causant de nombreuses inondations, notamment sur les pistes de l'aéroport, et des annulations de vols. Un trou de sept mètres de profondeur et de 10 de diamètre s'était formé jeudi en plein cœur de la capitale, sans faire de victimes, à quelques mètres du Paseo de la Reforma, une des avenues les plus emblématiques de la mégapole de 20 millions d'habitants fréquentée par de nombreux touristes. Le Mexique est un des pays les plus frappés par des tempêtes en raison de son emplacement géographique et de la longueur de ses côtes, qui bordent tant l'océan Atlantique que le Pacifique.

L. M.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

ZAMBIE 3 ALGERIE 1
LES VERTS MECONNAISSABLES

KLAW BEZZAF L 'HAMI



Pour Trump

La Corée du Nord «dangereuse» pour les Etats-Unis



L'essai nucléaire auquel a procédé dimanche la Corée du Nord prouve que le pays est à la fois «dangereux» pour les Etats-Unis et une source d'«embarras» pour la Chine, a jugé Donald Trump dans une série de messages publiés sur Twitter.

Le président américain a précisé que Pyongyang était insensible aux tentatives d'apaisement et ne compre-

nait «qu'une chose», sans dire laquelle.

«Leurs mots et leurs actions continuent à être très hostiles et dangereux pour les Etats-Unis», a écrit le président américain dans son premier message.

«La Corée du Nord est un Etat voyou qui est devenu une menace et un embarras pour la Chine, qui s'efforce d'aider, mais avec peu de réussite», a-t-il poursuivi.

«La Corée du Sud

découvre, comme je leur ai dit, que leurs mots d'apaisement à l'égard de la Corée du Nord ne fonctionneront pas, ils ne comprennent qu'une chose !», a encore écrit Donald Trump.

Pyongyang a annoncé hier avoir procédé avec «une réussite parfaite» à l'essai souterrain d'une bombe à hydrogène capable d'être embarquée sur un missile balistique intercontinental.

Reuters

Serbie

Trois hommes arrêtés pour avoir percuté le convoi du président

La police serbe a arrêté trois hommes pour avoir percuté en voiture le convoi officiel du président Aleksandar Vucic, a annoncé hier le ministre de l'Intérieur, Nebojsa Stefanovic.

Le quotidien Politika précise que leur voiture a percuté samedi matin dans un quartier de la proche périphérie de Belgrade, celle du chef de l'Etat qui ouvrait une colonne de trois véhicules officiels. Ils doivent être interrogés par le parquet lundi.

Les trois hommes sont connus pour leur passé criminel, selon Politika. Leur voiture de luxe avait été empruntée à un footballeur, poursuit le quotidien.

Selon Nebojsa Stefanovic cité par Tanjug, les enquêteurs ne disposent en l'état d'aucune indication selon laquelle il pourrait s'agir d'une

attaque délibérée.

«Chaque détail sera examiné et l'enquête permettra d'établir tous les faits pertinents sur cet incident», a déclaré le ministre.

Il y a presque un an, Aleksandar Vucic, alors Premier ministre, avait été placé «en sécurité», après la découverte d'armes près de Belgrade, dans une voiture stationnée à proximité d'un domicile où le responsable était susceptible de se rendre.

Des responsables avaient alors évoqué l'éventualité d'un projet d'assassinat. L'enquête n'a toutefois pas permis d'accréditer cette hypothèse.

La Serbie avait été bouleversée par l'assassinat en 2003 de son Premier ministre démocrate pro-européen, Zoran Djindjic.

M. N.

ACTU...

Tébessa

Trois enfants périssent dans l'incendie d'un barbecue

Trois enfants âgés entre 4 et 8 ans ont perdu la vie samedi, dans la ville de Bir El Atter (Tébessa) dans l'incendie d'un barbecue à charbon, a indiqué à l'APS, le chef de la brigade secondaire de la Protection civile, le lieutenant, Aïssam Bounouara. La même source a souligné que l'incendie s'est déclaré alors que les trois victimes tentaient d'allumer un barbecue à charbon dans la maison familiale au quartier Nebka, à Bir El Atter. Les trois enfants ont été acheminés d'urgence vers l'hôpital Tidjani Heddam de Bir El Atter, où deux d'entre eux sont décédés dès leur admission a encore ajouté la même source, précisant que la troisième victime est décédée lors de son transfert au Centre hospitalo-universitaire Ibn Rochd de Annaba.

R. B.

Tadmaït

Un mort dans un accident de la route

Un citoyen a trouvé la mort dans un accident de la route survenu samedi à Tadmaït, à l'ouest de Tizi Ouzou, a-t-on appris de la Protection civile. Le concerné est mort calciné suite à un feu qui s'est déclaré dans son véhicule après son dérapage au lieudit Bouyilef sur la RN12 samedi vers 12h50, a-t-on indiqué dans un communiqué. Le corps de la victime de sexe masculin non encore identifié a été évacué vers la morgue du CHU Nedir Mohammed de Tizi ouzou, a-t-on appris de même source.

G. Y.

France

La foudre fait au moins 15 blessés à Azerailles

La foudre qui est tombée à Azerailles, village situé en Meurthe-et-Moselle (est de la France) a fait au moins 15 blessés dont deux grièvement, ont rapporté les médias locaux. Les quinze victimes se trouvaient sous un chapiteau installé dans le cadre d'un festival de musique et participaient aux animations gratuites proposées pour la sixième édition du festival du Vieux Canal lorsqu'elles ont été foudroyées vers 16h00 heure locale (14h00 GMT). Le pronostic vital des deux blessés graves n'est pas engagé, a indiqué sur BFMTV, M. Rachid Kaci, sous-préfet de Lunéville. Les pompiers et les gendarmes sont intervenus pour porter assistance aux blessés et évacuer le site a indiqué la même source.

K. T.

Somalie

Les terroristes shebab attaquent une base militaire

Des terroristes shebab ont attaqué et pris le contrôle dimanche d'une base militaire située dans la banlieue de la ville côtière de Kismayo, en Somalie en Somalie, ont fait savoir des responsables militaires.

«Les combattants ont attaqué dimanche à l'aube la base militaire à Buulo Guduud, située à environ 30 km au nord de Kismayo, lançant de violents combats contre les troupes somaliennes», selon ces responsables. «Les combats s'étaient poursuivis jusqu'au lever du jour, sans donner plus d'informations sur les victimes», a affirmé un haut responsable de l'armée somalienne, Ismaïl Sahardid. «Vers 4h30, un kamikaze s'est fait exploser à l'entrée de la base militaire à Buulo Guduud, puis des hommes armés ont pénétré dans le camp où d'intenses échanges de tirs ont éclaté et se sont poursuivis pendant des heures», a-t-il ajouté. Des habitants de la région ont également confirmé l'attaque, notant que les violents affrontements dans la base militaire avaient forcé la population à rester à l'intérieur.

G. L.